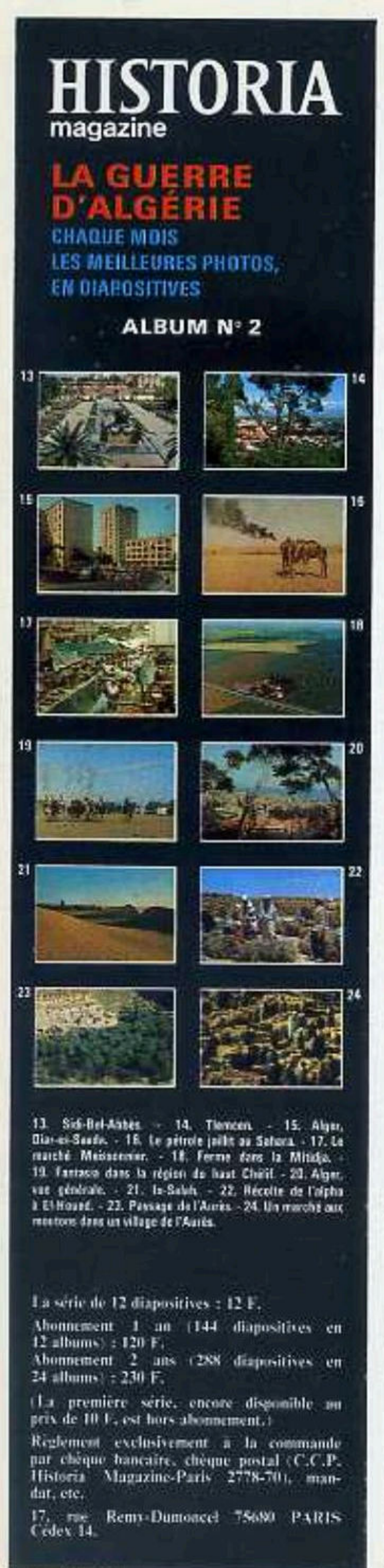
HISTORIA
magazine
57
Hebdomadaire paraissant le lundi - n° 281 - France 3 F
Belgique 30 FB/Suisse 3 FS - UNE PUBLICATION TALLANDIER

LA GUERRE D'ALGÉRIE



ALGER, 4 JUIN : "JE VOUS AI COMPRIS!"



Couverture : Photo [illegible]



DU PALAIS-BOURBON A MOSTAGANEM

Jean FONTUGNE

RIEN ne sera épargné aux parlementaires de la IVe République. C'est devant un banc du gouvernement vide que, pendant près de cinq heures, les chefs de parti se succèdent à la tribune ce 1er juin 1958 pour expliquer leur vote. L'investiture du général de Gaulle ne fait pourtant aucun doute, malgré les manifestations – de peu d'ampleur – organisées dans Paris.

Finalement, dès la proclamation des résultats officiels (23 heures), l'Assemblée nationale est saisie de trois projets de loi qui seront votés avant le départ pour Alger du président du Conseil.

En métropole, donc, l'opération « séduction » du général de Gaulle a réussi, tant au Palais-Bourbon qu'auprès de l'opinion publique. Certes, le parti communiste livre un combat d'arrière-garde en annonçant la création des C.D.R. (comités de défense républicains). Il ne sera pas suivi. A Paris, le nouveau gouvernement se met aussitôt au travail et Antoine Pinay restaurera bientôt la confiance, aussi bien dans les milieux financiers que chez les petits épargnants. L'emprunt-or, qui porte son nom, sera un des premiers grands succès de la nouvelle équipe au pouvoir.

Pour de Gaulle, cependant, il est urgent de se rendre en Afrique du Nord, de reprendre l'armée en main, de retirer aux C.S.P. l'autorité de fait acquise au lendemain du 13 mai. Il ira donc en Algérie après avoir remis à son poste de chef d'état-major le général Ely.

Son voyage se déroulera finalement sans incident. Il emportera pour un temps l'adhésion de la grande majorité de la population sans pour autant dévoiler ses intentions politiques, ses projets pour régler le problème algérien. Mais les responsables civils de l'insurrection commencent à connaître leurs premiers doutes. C'est beaucoup plus brutalement que, dans quelques jours, le général de Gaulle précisera fermement que, seul, il détient l'autorité et demandera à l'armée de se consacrer à ses missions militaires. L'envoi d'une motion du Comité central de salut public d'Alger lui en donnera l'occasion.

J. F.

NOTE DE LA RÉDACTION :

A la demande de nombreux lecteurs, nous vous précisons que vous pouvez vous procurer les numéros d'*Historia magazine - guerre d'Algérie* des mois de juillet, août et début septembre : n° **235** (42) - n° **236** (43) - n° **237** (44) - n° **238** (45) - n° **239** (46) - n° **241** (47) - n° **243** (48) chez votre marchand de journaux ou en passant commande aux Éditions Tallandier (département-ventes), 17, rue Remy-Dumoncel, Paris XIVe, en joignant le montant de votre règlement.

Sommaire n° 57 - Historia magazine n° 261



ALGER, 4 JUIN : "JE VOUS AI COMPRIS !"

Président du Conseil depuis le 2 juin, de Gaulle arrive le 4 en Algérie. Accueil enthousiaste des foules européennes et musulmanes qui déposent alors leur destin entre ses mains. Mais derrière les acclamations, dans la coulisse politique, déjà un malaise...



M. Tyrpe

on l'attendait, en criant "vive Soustelle!"

Au vingt-troisième jour du « sursaut national », comme on disait alors au micro du Forum — étant entendu que la France avait commencé à sursauter le 13 mai, que nous étions le 4 juin et que mon calcul est exact —, donc, au vingt-troisième jour de ce fameux sursaut qui n'en finissait pas, nous attendions de Gaulle. Et il fallait voir comme ! Avec quelle mise en scène, et quelle figuration ! Cecil B. De Mille ? Abel Gance ? De l'ar-ti-sa-nat ! Bref, disons, dans un langage tout à fait populaire — c'est le moment ou jamais —, que cette fois, Alger avait mis le paquet ! Le tricolore faisait fureur. Plus le moindre morceau de satin ou de calicot, rue Michelet ou chez les Mozabites de la rue de la Lyre. « Milady », « le Petit Duc », « Froufrou », « le Pauvre Indigène » ou « la Reine de Bagdad », dans ces hauts lieux des soieries en tout genre, on vous accueillait les bras ballants, le sourire navré. Les affaires avaient rupiné jusqu'à épuisement des stocks. Mais maintenant, plus rien. *Oualou ! Nada !*

Qu'à cela ne tienne ! Prodigalité et ingéniosité restant les vertus cardinales du pied-noir, certains n'avaient pas hésité à teindre leurs draps de lit pour en faire profiter le quartier ! Alger hissait le grand pavois, attifé en Madelon et, dans le soleil du moment, il faut bien avouer que c'était à vous tourner la tête.

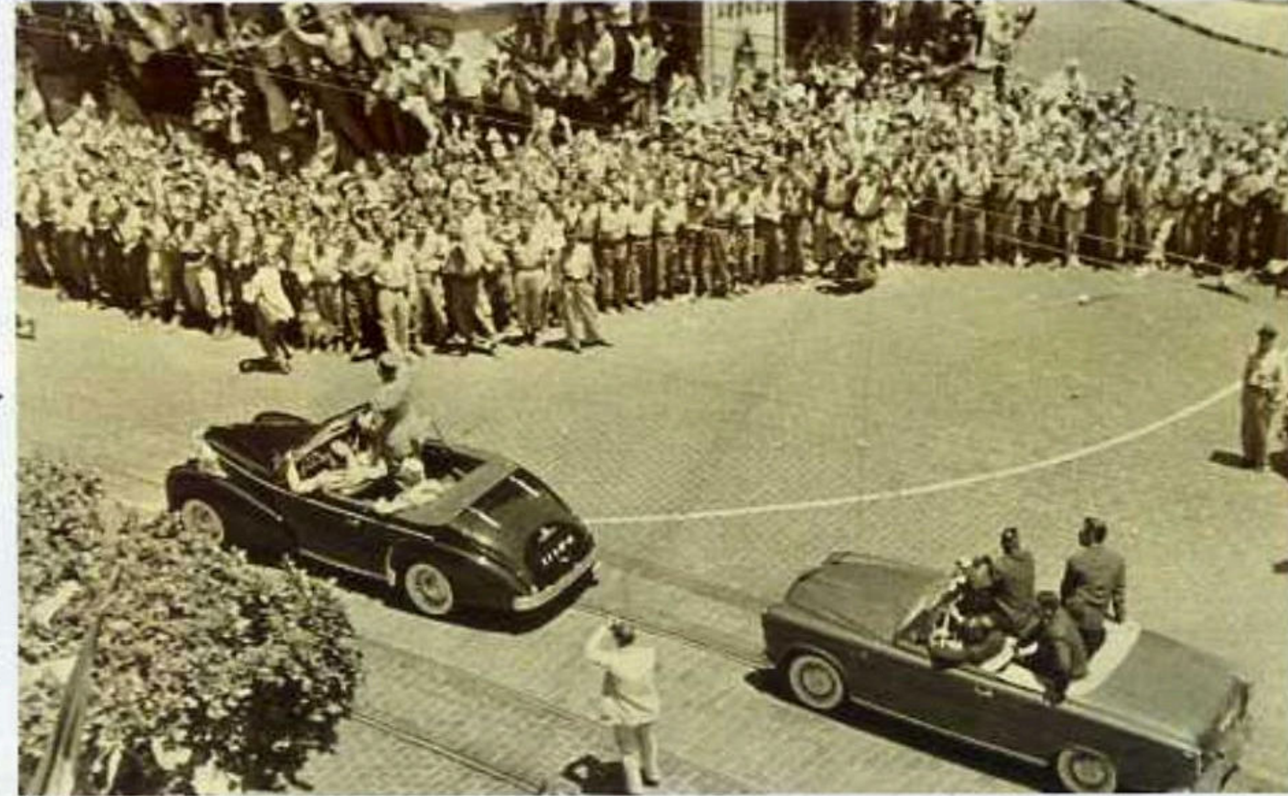
Un passé à double profil

Bleu blanc rouge, à la vérité, dans sa beauté nue, la ville l'était déjà, avant le sursaut qui la poussa à escalader le G.G. Elle l'était par la mer, le ciel, les jacarandas, par les façades, les minarets,



Tout Alger est dans ▶ la rue, pour acclamer de Gaulle dont le « char » est une vieille Hotchkiss décapotable, entretenue avec amour depuis 1942 et qu'on ressort pour les grandes occasions. Près de lui, le général Salan. A la gauche du chauffeur, le colonel de Bonneval.

◀ 4 juin, 11 h 30. L'avion du général se pose à Maison-Blanche, puis, par la route moutonnière, sur 20 km de clameurs et de déploiement tricolore, c'est l'entrée à Alger du cortège officiel précédé de motards qui roulent en V. Il passe, ici, devant la grande poste.



L'auto va prendre le ▶ tournant de l'avenue Pasteur, qui conduit aux jardins du monument aux morts. Soleil éclatant. Les territoriaux d'Alger forment le service d'ordre, contenant la foule en délire qui s'accroche aux façades du Crédit Foncier. De Gaulle répond aux ovations.

les voiles et les mouettes, par les bougainvillées et par les géraniums.

Mais revenons à la cocarde ! Ce matin du vingt-troisième jour de ce que vous savez, Alger frémissait donc de toutes ses oriflammes, et comme il semblait bien que ce ne fût pas assez, les piétons de mai en rajoutaient. Dans le raz de marée qui déferlait vers le cœur de la cité et se répandait jusqu'à la route moutonnière, celle qui mène à l'aérodrome, le tricolore gagnait les affûtiaux. En raies, en pois, en fleurs. Parfois, il raffinait.

Avec le temps, les images s'effacent, mais comment oublier celle d'une citoyenne de la Casbah, qui s'était bel et bien empaquetée dans un grand drapeau, porté comme on porte un haïk ordinaire, un œil dans le triangle du voile ? Il y eut aussi, ces « Trois Glorieuses », l'une bleue, l'autre blanche, l'autre rouge, enlacées et ravies dans leurs fourreaux de satin à quatre sous et qui riaient au premier rang de la foule, sur le bord de la route où le Messie allait passer.

Etrange ! On l'attendait en criant « Vive Soustelle ! ». Pour l'heure, il n'était, encore, ici, qu'une grande figure abstraite, surgie d'un passé à double profil : Pétain et de Gaulle. Pour tout dire, la veille de ce vingt-troisième jour de sursaut national, il y avait eu des sursauts gigognes. Le peuple se ruait au-devant de son propre espoir. Mais derrière le peuple, dans les bureaux du G.G., dans les coulisses du Forum, l'allégresse, déjà, rendait un son fêlé.

Et Chevallier démissionna

Des tracts avaient circulé : « A bas le système ! » Jacques Chevallier venait de démissionner de la mairie. Avait-il réellement voulu se rendre à Maison-Blanche pour accueillir de Gaulle ? Quoi qu'il en soit, avant de prendre l'avion à Paris, le général avait reçu un télé- ▶

déjà, dans les coulisses du Forum, l'allégresse rend un son fêlé, Delbecque avoue carrément sa déception

◀ Entre le préfet Barret, igame d'Alger, et le colonel Godard, chargé de sa sécurité, pratiquement englouti au milieu de la foule d'Alger, le général de Gaulle arrive à pied devant le monument aux morts.



C'est le moment le plus ▶ extraordinaire de cette journée du 4 juin. Soudain, de Gaulle apparaît au balcon du Forum. A sa gauche, Salan. A sa droite, Bonneval et Soustelle. Un silence énorme pèse sur le Forum. Et c'est le fameux : « Je vous ai compris ! »

Photo X

gramme du Mouvement universitaire accusant le maire d'Alger de « collaboration avec le F.L.N. » et lui déniant le droit de « parler » au nom de ses administrés.

Dans la presse, un communiqué, qui ne citait personne, portait à la connaissance du public que, depuis le 13 mai 1958, le Comité de salut public de la ville d'Alger contestait à qui que ce fût, et en particulier à toute autorité ou à tout organisme élu dans le cadre du « système », le droit de parler au nom de la population. C'était signé Godard.

Dès lors, le maire savait ce qui lui restait à faire. La veille même du grand jour, il réunit une dizaine de ses collaborateurs et leur fit part de sa décision. Démission ! L'un d'eux, Mᵉ Rime, approuva. Les neuf autres estimèrent que le moment n'était pas opportun. Mais Chevallier passa outre. Il ne voulait pas se faire conspuer par les troupes de Lagaillarde et par les lycéens de Jacques Roseau, président de l'A.G.E.L.C.A.

Non, dans les coulisses, on n'était pas tout à fait satisfait. Les discours du Forum disaient maintenant des choses étranges. Comme si les orateurs voulaient se rassurer eux-mêmes. Le 2 juin, annonçant l'arrivée du grand homme à une foule qui groupait, ce jour-là, les jeunes des centres professionnels et les employés de banque avec leurs bannières, Soustelle lâcha soudain :

— Notre objectif n'a pas changé et, plus que jamais, notre volonté reste inébranlable de le réaliser entièrement. Sans exagérer le moins du monde et sans nous tresser de couronnes, nous pouvons dire, en toute modestie, que l'Algérie française y est pour quelque chose !

Il fallait attendre et rester vigilant !

Et dans une phrase dont une partie échappa, car la sonorisation commençait à « fatiguer », il fit allusion à la formation ministérielle :

— Rien n'est définitif dans ce ministère !

Quant à Delbecque, il donna son avis carrément, devant des journalistes :

— Vous appelez ça un gouvernement ? Affaires étrangères, un fonctionnaire ! Intérieur, un fonctionnaire ! Ce n'est pas le gouvernement de salut public que nous attendions !

Rectifiant les propos de Delbecque, Lucien Neuwirth expliqua, que dans le Comité de salut public d'Alger il y avait,



E.C.P.A.

bien sûr, beaucoup d'opinions individuelles, mais une seule position collective, et que celle-ci était exprimée par sa voix :

— A la date de ce soir, 2 juin (vingt et unième jour du sursaut national), cette position est la suivante : le point qui nous tient le plus à cœur est l'Algérie. Le général de Gaulle sera reçu à Alger par le général Salan et le Comité de salut public. Toutes les questions qui se posent seront alors résolues.

Parmi toutes ces questions, en dépit des flots de tricolore, des accents entraînants de *la Marseillaise* et d'une irrépressible allégresse, ceux qui avaient le temps de réfléchir entre deux discours s'en posaient tout de même une : et Soustelle ?

L'absence de Soustelle dans la formation ministérielle annoncée laissait rêveur. Mais dans les réunions du C.S.P. d'Alger on ne désespérait pas. Il fallait attendre la venue de De Gaulle. Et, sans se retirer sous sa tente, rester vigilant !

Avec un brave accent bourguignon !

D'ailleurs, apprenant la formation du nouveau gouvernement, le porte-parole des militaires, le colonel Lacheroy, n'avait-il pas lancé avec ce brave accent bourguignon qui, déjà, rendait toute déclaration rassurante :

— Ce vingtième jour du sursaut national (1er juin) est pour nous un grand jour de victoire ! Nous n'avons cessé de réclamer un gouvernement présidé par le général de Gaulle. Maintenant, nous l'avons ! Quant au choix de telle ou telle personnalité dans la composition du gouvernement, il ne nous vient à l'esprit que de faire confiance à son chef. ▶

LES NOUVEAUX VENUS



Garofalo/Paris-Match

Malraux, chantre inspiré du gaullisme

■ *« Enfin, j'ai vu un homme ! » s'exclama de Gaulle quelque part sur le front d'Alsace, en 1944, après avoir rencontré André Malraux pour la première fois. L'auteur de la Condition humaine commandait alors la brigade Alsace-Lorraine qui, du Rhône au Rhin, prenait une part glorieuse à la campagne de la 1re armée française. Cet homme, le général se l'attache aujourd'hui, comme il l'avait fait tenir aux auparavant, pour en faire le chantre, le barde de ses régions.*

Un roman – et quel roman ! – que la vie d'André Malraux, un roman dans lequel le courage le dispute à l'intelligence et qu'on ne peut qu'effleurer, survoler, tant est dense, riche, foisonnante, la trame sur laquelle il est bâti !

Un père et un grand-père qui se sont donné la mort, le goût de la peinture manifesté avec avidité dès l'âge de douze ans, surtout ce besoin frénétique d'action qui le pousse sans cesse à se frotter au danger. Cependant, il est né à Paris, en 1901, dans un milieu bourgeois bien paisible. Paisible mais ruiné par les mauvaises affaires du père, banquier et agent de la Royal Dutch.

Après le lycée Condorcet, André Malraux fréquente l'École des langues orientales. C'est alors un élégant dandy spéculant en Bourse, entre deux visites à la Bibliothèque nationale, jouant de la plume dans les revues d'avant-garde, commettant un étrange petit livre où la mort tient la première place : Lunes en papier. Il a vingt ans lorsqu'il fait la connaissance de Clara Goldschmidt, qu'il épouse. D'autres femmes, plus tard, dont Louise de Vilmorin, joueront un rôle important dans sa vie.

En 1923, André Malraux part pour l'Indochine en mission archéologique (cet amoureux de l'art n'a-t-il pas volontiers descellé pour se les approprier les bas-reliefs de Banteai Srei ?). C'est alors qu'il s'intéresse aux mouvements révolutionnaires qui agitent l'Orient.

Il passe en Chine, rencontre Borodine, délégué du Komintern, assiste aux soulèvements de Canton et de Changhaï. Son expérience de la révolution chinoise, il la romancera (à peine ou beaucoup ?) dans les Conquérants, récit auquel le grand public rend hommage en 1928, et dans la Condition humaine, qui lui vaut le prix Goncourt en 1933.

Sacré grand écrivain, Messie du Tout-Paris, maître à penser de toute une jeunesse, Malraux poursuit son action antifasciste. De plusieurs voyages à Berlin il rapporte le Temps du mépris, qui révèle l'existence des camps de concentration. Et puis c'est la guerre d'Espagne. L'un des premiers, il s'engage dans les rangs républicains. Il organise l'escadrille « España », dont il prend le commandement. Blessé, il entreprend une tournée de propagande pour « la cause » à travers les États-Unis et le Canada. Il revient en Europe, prend part à la retraite républicaine de 1938, écrit et tourne l'Espoir.

Le destin de l'intellectuel-aventurier se déroule ensuite sur le même rythme haletant. 1939... L'Union soviétique est aux côtés de l'Allemagne nazie : Malraux, qui ne s'est d'ailleurs jamais inscrit au parti, rompt avec le communisme. Mobilisé dans les chars, blessé en juin 1940, fait prisonnier, évadé, il entre dans la Résistance : c'est le colonel Berger. En 1944, peu après avoir participé à un dynamitage dans la région de Toulouse, il est arrêté par les Allemands. Les F.F.I. le libèrent et il prend alors le commandement de la brigade Alsace-Lorraine.

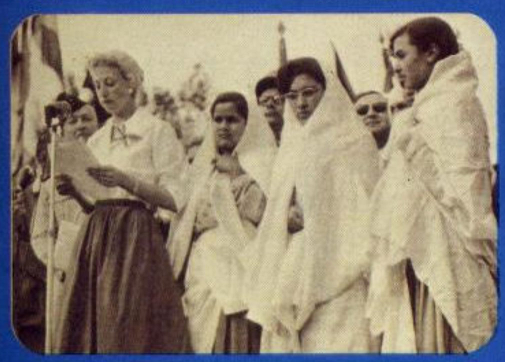
A la Libération, il range dans l'armoire le blouson de révolutionnaire, le chandail du résistant, l'uniforme du guerrier. L'homme d'action devient homme d'État. Le voilà attaché culturel du président du gouvernement provisoire, puis ministre de l'Information. Et quand l'« Homme du 18-Juin » s'en retourne à Colombey-les-Deux-Églises pour sa longue « traversée du désert », André Malraux entre dans une nouvelle période de sa vie qu'il consacre à une méditation magistrale sur l'art.

Un visage tourmenté que déforment par instants des tics nerveux, un regard médusant traversé d'éclairs, une voix d'entraîneur d'hommes aux accents pathétiques, le don des formules qu'il exprime en un style souverain, André Malraux se détache comme en relief parmi les hommes politiques du moment. Tout, semble-t-il, devrait le séparer de De Gaulle : une origine, une formation, un destin différents. Mais une même foi les habite. Analysant les rapports de l'un et de l'autre, Pierre de Boisdeffre a écrit : « L'officier de carrière et le franc-tireur communient dans le même culte de la grandeur – où il entre moins de mépris qu'on ne l'a dit –, dans une même solitude, un même sens mystique de la patrie retrouvée. Le prince a trouvé son poète, l'écrivain a reconnu son chevalier. »

De Gaulle, pour sa part, présentera ainsi son compagnon : « A ma droite, j'ai et j'aurai toujours André Malraux. La présence à mes côtés de cet ami génial, fervent des hautes destinées, me donne l'impression que, par là, je suis couvert du terre à terre. L'idée que se fait de moi cet incomparable témoin contribue à m'affermir. Je sais que, dans le débat, quand le sujet est grave, son fulgurant jugement m'aidera à dissiper les ombres. »

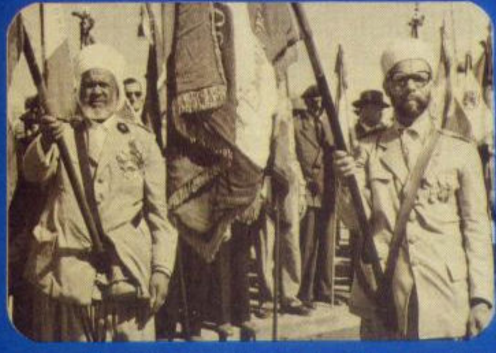

Banquet des anciens combattants à Oran. Fraternisation...


...qui renaîtra en mai 1958. Les femmes musulmanes vont...


...entrer aussi dans la vie publique, dévoilées. Et...



...Oran verra, comme Alger, des cortèges de gens du bled...


...et aussi des anciens combattants avec leurs décorations.

Photos Desage

11 h 30 : il arrive ! pour mieux le voir, des gens s'accrochent aux paratonnerres !

Lorsqu'on a décidé de faire confiance à un médecin, on ne se met pas à discuter les détails de la thérapeutique qu'il prescrit.

Ce jour-là, Neuwirth déclarait aussi :

— La journée d'aujourd'hui nous montre que le général de Gaulle a eu raison de suivre le processus qu'il avait défini !

Le général Salan avait présidé une séance à huis clos du Comité de salut public, mais les éclats de voix parvenaient jusque dans les couloirs du G.G. Comment ? Un gouvernement se formait à Paris, redevable à Alger d'avoir pu se former, et Soustelle en était absent ? Et Pflimlin y siégeait ? Mais alors, le « système » continuait ?

Salan et Massu avaient réussi, à grand-peine, à éviter le vote d'une motion qui menaçait de tourner à la philippique !

Lucien Neuwirth fit cette réponse au journaliste qui lui demandait, après la réunion : Pourquoi Soustelle est-il écarté du gouvernement ?

— Jacques Soustelle est, comme vous le savez, très axé sur la question algérienne. Le général de Gaulle sera bientôt à Alger pour prendre la mesure de la situation. Votre question pourra lui être alors utilement posée !

Au-delà de ces questions et de ces réponses, le malaise était évident. On espérait à Alger, et très manifestement du côté des militaires, que le chef du gouvernement ne prendrait de décision sur le détenteur du portefeuille de l'Algérie qu'après être venu sur place.

C'est dire si on attendait son arrivée à Alger !

Les dieux allaient accueillir Zeus

Ciel d'un bleu intense, sans la moindre traînée nuageuse, soleil triomphant quand la *Caravelle* se posa à Maison-Blanche. 11 h 30 et une solide chaleur, de celles qui poussent le peuple sur les plages.

Cette fois les plages attendraient. Et les bistrots, et les lycées, et les écoles, et les piscines. Seuls, les infirmes et les malades étaient restés chez eux. Pour le reste, depuis l'aube, la foule d'Alger grossie de celle du bled, attendait de pied ferme. Ne donnons pas de chiffres. Disons que c'était ahurissant. Il y en avait jusque dans les arbres, sur les corniches des hautes façades et, pour mieux voir encore, des acrobates d'occasion s'étaient accrochés aux paratonnerres. Tout ça braillait, riait, s'impatientait, se tordait le cou pour mieux voir, au moindre roulement de voiture, et criait : « Ça y est, c'est lui ! » pour le plaisir de donner de fausses joies ! On avait déjà vu pas-

LES NOUVEAUX VENUS


Melet/Paris-Match

Debré. Une unique, fanatique et mystique passion : le général !

■ *Le regard grave, étonné, la mèche un peu folle qui fait l'aubaine des caricaturistes, Michel Debré, nouveau garde des Sceaux, est certainement le plus bouillant, le plus agressif, le plus inconditionnellement fidèle... des fidèles du général de Gaulle. Un journaliste américain n'a-t-il pas écrit : « Debré est plus gaulliste que de Gaulle » ? Et, de fait, il est l'homme d'une seule passion, tour à tour exaltée et torturée : le gaullisme.*

Né en 1912, Michel Debré est issu d'une famille de grands bourgeois qui, en 1870, quittèrent l'Alsace, y laissant tous leurs biens, pour ne pas devenir allemands. « Un milieu répu-

◄ **Sur un podium, constellé de croix de Lorraine, place du Champ-de-Manœuvre, à Oran, de Gaulle s'adresse à la foule. Atmosphère plus réticente qu'à Alger. Il a d'abord refusé de recevoir les membres du C.S.P. d'Oran, bêtes noires du maire Fouques-Duparc. C'est à Oran que va circuler le premier tract antigaulliste.**


E.C.P.A.

ser les cortèges d'autos, reconnu au passage ses dieux qui allaient accueillir Zeus :

— C'est Soustelle !
— Vive Soustelle !
— Voilà Salan !
— Vive Salan !
— Massu ! Massu !
— Vive la D.P. ! Vive Massu !
Etc., etc.

L'Olympe avait ses histoires de préséance. Qui, des civils ou des militaires, recevrait les premières poignées de main ! Finalement, les militaires l'emportèrent. Derrière eux, face au soleil, dans un alignement qui n'en finissait pas, le Comité de salut public. Parmi ces civils-là les uniformes de Ducasse, Trinquier, Thomazo, Marion, Engels...

Salan, le masque olympien, Jouhaud, Auboyneau, Dulac, Allard. Uniformes d'été et des flopées de décorations.

La sécurité du général

Massu, impassible, le menton haut et le regard fixé sur la ligne bleue du Sahel, a accroché pour la circonstance ses étoiles de général sur sa tenue camouflée. Il y a aussi le préfet Barret, petit homme brun auquel la Résistance a donné un rare esprit de décision. Tranquillement, il est sorti de la légalité du système pour rentrer dans la légitimité gaulliste. Il y a Godard, vigilant, qui va assumer — lourde charge ! — la sécurité du général. Derrière, il y a les civils, de Delbecque à Ortiz, de Sid Cara à Martel, de Madani, d'Ali Mallem à Lagaillarde. Ce dernier porte une barbe courte. Il l'a rasée pour se faire parachuter en France, peu de jours auparavant, sous le nom de son grand-père : Baudin ! Observateur incognito de ce qui se tramait en métro- ►

cain, patriote, laïc », dira-t-il plus tard. Son père, le célèbre professeur Robert Debré, de l'Académie de médecine, a très tôt manifesté sa fierté légitime pour ce rejeton, d'abord brillant élève du lycée Montaigne, où il se passionne pour l'histoire et collectionne les vignettes qui représentent les rois et reines de France, puis major à vingt ans de l'école de cavalerie de Saumur.

Diplômé de l'École des sciences politiques, docteur en droit, il épouse, en 1936, la fille de l'architecte Le Maresquier, membre de l'Institut, qui lui donnera quatre garçons. Auditeur au Conseil d'État en 1935, il commence sa carrière politique en 1938 dans le cabinet de Paul Reynaud, alors ministre de la Justice.

La guerre... Le lieutenant de cavalerie Michel Debré est fait prisonnier. Évadé, il devient l'un des dirigeants du mouvement « Ceux de la Résistance ». Actif et intrépide « combattant de l'ombre », sans cesse pourchassé par la Gestapo, Michel Debré met en place, à la barbe des Allemands, l'administration préfectorale de la Libération. Avec l'aide de René Brouillet, futur secrétaire général aux affaires algériennes, il consacre aussi une part de son activité à l'étude des problèmes juridiques, notamment ceux de la réforme administrative. Il sera plus tard, à ce titre, l'un des créateurs de l'École nationale d'administration (E.N.A.), séminaire des futurs cadres supérieurs de la IVe et de la Ve République.

Commissaire de la République pour la région d'Angers au lendemain de la Libération, secrétaire général aux affaires allemandes et autrichiennes en 1947, sénateur d'Indre-et-Loire en 1948, il se fait l'apôtre de l'opposition à la IVe République après la démission du général de Gaulle en janvier 1946.

Bien décidé à « faire quelque chose », il crée en 1957 son propre journal. Ce sera un hebdomadaire de combat destiné à réveiller l'opinion qu'il veut convaincre de la nécessité de faire revenir le général de Gaulle aux affaires. Et c'est le fameux Courrier de la colère. Michel Debré s'impose alors à l'opinion sous un visage absolument nouveau : celui d'un polémiste passionné et redoutable. Il s'y exprime avec une violence toujours renouvelée, comparant les parlementaires du « système » aux nobles de Louis XVI qui n'ont jamais rien compris, allant, Fouquier-Tinville au verbe haut, jusqu'à leur promettre la guillotine.

Ainsi, pendant de longues années, « Michou la Colère » n'a cessé de dénoncer avec talent les vices du « système » et de réclamer la constitution d'un gouvernement de salut public présidé par le général de Gaulle. Formule que reprendra et que fera triompher le Forum d'Alger.

Ce grand timide dissimulant sa gêne derrière de l'agressivité est un bourreau de travail qui « crève » à la tâche ses collaborateurs. Nationaliste, intransigeant jusqu'au sectarisme, jusqu'au fanatisme même, il professe la plus vive admiration pour le système parlementaire britannique. Dans ses ouvrages Ces princes qui nous gouvernent et Refaire une démocratie, un État, un pouvoir, il combat sans trêve une « politique d'abandon » et il contribue à l'échec du projet de Communauté européenne de défense au bénéfice de la thèse gaulliste de « l'Europe des patries ».

Michel Debré s'affirme libéral. Mais, pour la droite, il a fait le jeu de l'U.R.S.S. par sa position anti-C.E.D., tandis que la gauche le qualifie de « fasciste » et lui reproche d'avoir joué un rôle important dans « les complots du 13 Mai ».

N'a-t-il pas écrit à la veille des événements qui viennent de secouer le pays : « Quand une république est menacée de corruption, il faut que, par respect de la légalité, elle coure à sa ruine ou que, pour se sauver, elle rompe l'ordre légal. Je conclus que les républiques qui, dans les périls urgents, n'ont pas recours à la dictature ou à quelque autorité du même genre, se perdent infailliblement. »

D'abord et avant tout, Debré est un ardent défenseur de la présence française en Algérie. Il a écrit dans Ces princes qui nous gouvernent : « La tragédie de l'Algérie peut être décisive. Sauver l'œuvre française en Algérie signifie maintenir l'autorité de la France. Tout nous invite à cette politique. » Aussi se fait-il l'adversaire déterminé d'une paix algérienne qui sanctionnerait la défaite et aboutirait au dégagement.

Mais ce qui domine réellement chez cet homme passionné c'est sa fidélité, son attachement, un attachement quasi mystique, à la personne du général de Gaulle. Le seul homme, sans doute, qu'il admire et dont il reconnaisse l'autorité intellectuelle. En fait, il ira où ira de Gaulle, même au prix de déchirements, même s'il doit renier ce qu'hier il adorait.

▶ **ALGER, 4 JUIN 1958**

la vieille Hotchkiss bien briquée qui sert depuis "l'époque 42"

pole, il en est revenu persuadé que le 13 Mai d'Alger était en train de se faire « blouser », comme il dit, par le 13 Mai de Paris. Il ronge son frein. Il y a Sérigny, lanceur du premier appel au général, dans la presse, et Soustelle, imperturbable.

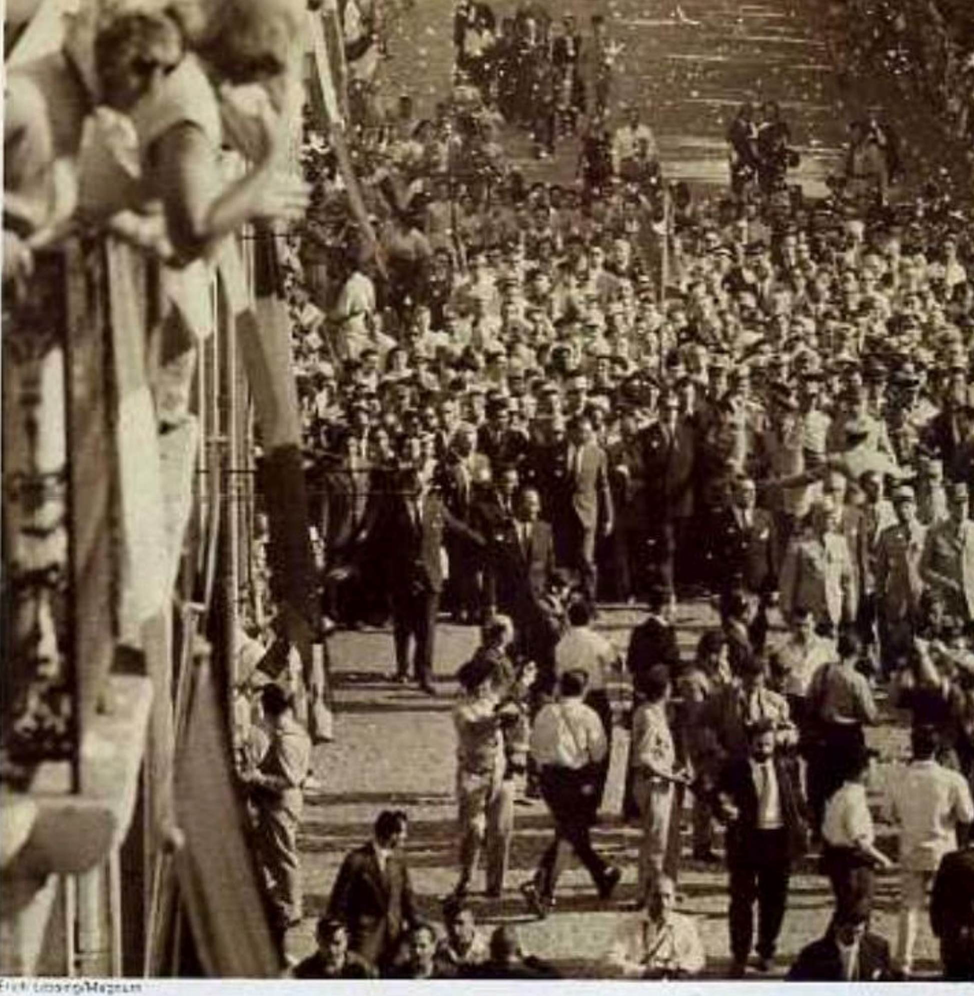
Comme on célèbre le Grand Totem

Bref, il y a tous ceux par qui le « sursaut national » a ramené l'ermite de Colombey au grand jour, par l'intrigue ou la candeur, les complots, les « manifs », les valses hésitation, les discours, les écrits... Et le voilà ! Enfin !

Le voilà, en uniforme mastic, sans décorations, toujours plus grand qu'on ne l'imagine, vieilli, mais robuste, solennel et monolithique. Il va serrer toutes les mains, sans hâte, passer devant certains, dire quelques mots à d'autres. Il y a quelque chose d'intimidant dans tout ça. Devant Pierre Lagaillarde, il fera une pause :

— Ah ! c'est vous, Lagaillarde ?

A Massu : « Je suis très content de vous revoir ! » Devant Soustelle, il se contentera de passer. Salan, il l'a vu, à Paris, trois jours avant et, affectueux, il a dit : « Il faut que nous soyons unis


Erich Lessing/Magnum

et que nous nous appuyions l'un sur l'autre ! »

Cuivres, revue des troupes, cérémonial rituel, puis tout le monde s'engouffre dans les autos, dont les portières claquent, le général en tête. On a ressorti pour la circonstance, la vieille Hotchkiss bien briquée qui sert pour les personnages de marque. Elle en a vu défiler pas mal, depuis 1942, et essuyé quelques tomates, le 6 février 1956.

Devant le général, les motards roulent

LES NOUVEAUX VENUS



Couve de Murville et les Arabes

■ *Ambassadeur de France en Allemagne fédérale, Maurice Couve de Murville jouait au golf sur un terrain proche de Bonn lorsque lui parvint l'appel téléphonique de Paris qui faisait de lui le ministre des Affaires étrangères du général de Gaulle.*

« Terminons notre partie », dit-il, nullement ému, à ses adversaires.

D'éternels complets de flanelle grise, une distinction très britannique, de grands yeux tristes d'épagneul sous la chevelure bouclée et argentée, cet ancien inspecteur des Finances s'installe dans le bureau blanc et or de Vergennes précédé d'une solide réputation de frigide. De sa froideur apparente quelqu'un a dit qu'elle était « comme une carapace de glace irisée par l'ironie d'un sourire perpétuel ».

C'est par hasard que Maurice Couve de Murville naît à Reims d'un père magistrat, en 1907. Sa famille, émigrée au XVIIIe siècle à l'île de France (aujourd'hui île Maurice), rapatriée après la cession de ce morceau de terre aux Anglais, se convertit alors au protestantisme. D'où, peut-être, la rigueur et l'austérité qui le caractérisent. Parisien dès l'âge de trois ans, il fait ses humanités au lycée Carnot. Brillant élève, il prépare l'inspection des Finances après une licence ès lettres et un doctorat en droit.

Reçu au concours en la compagnie d'Hervé Alphand, il est, en 1940, à la tête de la direction des Finances extérieures. A ce titre, il siège à la commission d'armistice de Wiesbaden, où il réussit à empêcher les Allemands de mettre la main sur le stock d'or de la Banque de France.

Après l'invasion de la zone libre, il passe en Afrique du Nord, où il participe à la négociation de l'accord Giraud-de Gaulle qui donne naissance au Comité de libération nationale, dont il sera le premier ministre des Finances.

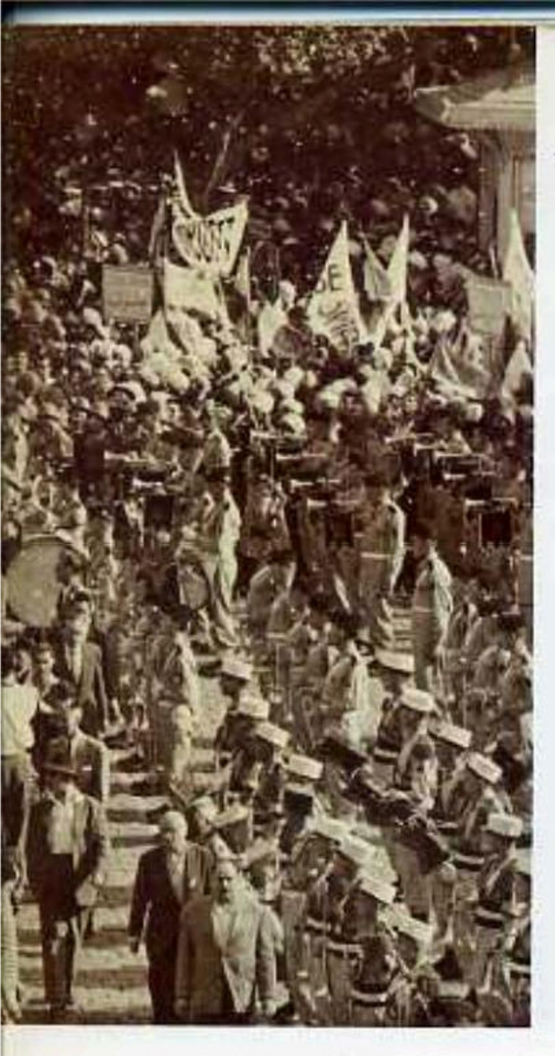
Cela malgré Roosevelt, qui s'oppose à sa nomination parce qu'il le considère comme un collaborateur des Allemands. Cette ingérence américaine dans les affaires françaises aura sans doute affermi la résolution de Couve de Murville lorsqu'il se dressera contre l'hégémonie anglo-américaine.

Le gouvernement le désigne, après la Libération, comme ambassadeur de France à Rome. Il est nommé directeur général des affaires politiques au ministère des Affaires étrangères. Il sera ambassadeur au Caire de 1950 à 1954 et représentant permanent de la France à l'O.T.A.N. cette même année. En 1955, peu de temps avant sa chute, Mendès France fait de lui son ambassadeur à Washington, où il arrive en pleine affaire de Suez. Et puis c'est Bonn, où de Gaulle le réclame auprès de lui.

Discret, réservé, le nouveau ministre des Affaires étrangères ne se livre guère. Un de ses proches a dit de lui que sa grande force était de « n'avoir pas l'habitude d'être surpris ». Pratiquant l'anglais appris à Oxford, Couve cultive volontiers l'humour anglo-saxon. Servi par une mémoire quasi électronique, il s'intéresse à mille et une choses et l'on serait surpris de ses connaissances dans les matières les plus diverses. Le cinéma, notamment, le passionne.

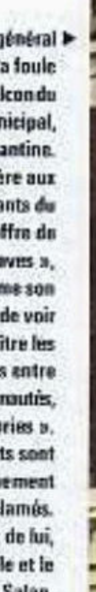
Ce grand commis de l'État, allié de la haute banque protestante, est redoutable dans la discussion. Son ton affable, sa voix toujours égale, son désir de convaincre l'homme qui lui fait face font merveille. En le choisissant pour ministre des Affaires étrangères, de Gaulle a pu surprendre en France. C'est qu'il est encore peu connu de ses compatriotes, alors qu'à l'étranger la mince silhouette élégante de Couve est devenue familière. Sa formation économique sera utile alors que notre pays s'engage dans le Marché commun, une affaire qu'il a très tôt prise au sérieux. Son expérience de l'Amérique, ses relations avec les dirigeants allemands, partenaires essentiels pour la construction de l'Europe, seront aussi pour lui, dans ses nouvelles fonctions, des atouts de poids.

Les tenants de l'Algérie française, eux, ne cachent pas leur déception — certains, même, leur aversion — de voir arriver, dans l'ombre du général, ce froid diplomate difficile à saisir mais qui ne dissimule pas ses sympathies pour les thèses arabes. Au cours des quatre années de son ambassade au Caire, il a acquis une vision des problèmes du Proche-Orient et du Maghreb différente de celle d'un Michel Debré, par exemple. Il a noué là-bas des liens d'amitié et on le sait soucieux de normaliser les relations avec Tunis, avec Rabat, avec Le Caire. N'a-t-il pas plus loin ? Ne poussera-t-il pas à la politique d'autodétermination en Algérie ? On le redoute de l'autre côté de la Méditerranée.



◀ Le 5 juin, de Gaulle est à Constantine. Dans cette région, les musulmans sont plus nombreux que les Européens. C'est de là qu'est partie la révolution. C'est là qu'elle a pris son visage le plus atroce, celui des meurtres aveugles et de l'aveugle répression : massacres d'Aïn-Abid et d'El-Halia. C'est là aussi que cette guerre a le plus ressemblé à une guerre civile : Melouza. Là, sans doute, que les deux communautés aspirent le plus intensément à la paix, incarnée en de Gaulle. Immense espoir !

en V, dans le délire de la foule. Sur les 18 km du parcours, l' « Homme du 18-Juin » retrouvera des pieds-noirs ivres d'enthousiasme. Ils rompront les barrages, encercleront l'auto, tendront leurs mains vers lui. Il trouvera des milliers de musulmans, venus en autocar, en train, à pied, depuis la Mitidja, le Sahel, la Casbah, le Clos-Salembier, pour crier « Vive de Gaulle ! » comme on célèbre le Grand Totem. Il apportera la paix. La prospérité ! L'égalité ! La liberté, c'est-à-dire, la sécurité ! Quant à la fraternité, elle est en bonne voie, depuis le 16 mai. Bref, il apportera tout !



Le général ▶ s'adresse à la foule du haut du balcon du théâtre municipal, à Constantine. Il réitère aux combattants du F.L.N. son offre de « paix des braves », et proclame son désir de voir disparaître les barrières entre « nos communautés, nos catégories ». Et ces mots sont longuement acclamés. Près de lui, Soustelle et le général Salan.



Un extraordinaire silence au Forum

On a confiance en lui, éperdument. L'espoir d'aujourd'hui est à la mesure du désespoir d'hier ! Il est la France, et le voilà ! Levant les bras en signe de victoire, au monument aux morts.

Ce soir, à 19 heures, il parlera au Forum.

19 heures, en juin, c'est l'heure éclatante. Le soleil est moins chaud et les couleurs chantent. Que dira-t-il ?

Dans la foule qui l'attend, l'heure est au rire ! Des amuseurs disent n'importe quoi, pour que les rires ne s'éteignent pas. Comme la foule a pris ses habitudes, elle campe avant le spectacle et fait ses commentaires.

— Et qu'est-ce qu'il va dire tout à l'heure, ce grand bâtard ?

C'est un mot qu'on emploie à Alger, avec admiration, et parfois même avec tendresse.

— Tu vas voir, tout à l'heure ! Lui ? C'est la Callas !

Quand il apparaît au balcon, tête nue, encadré par Soustelle et Salan, un extraordinaire silence tombe sur le Forum. Chacun retient son souffle, des milliers de cœurs battent la chamade. Soudain, il attaque, d'une voix de stentor, détachant lourdement les mots :

— Je vous ai compris !...

Et alors... Oh ! alors... la foule hurle sa joie, sa gratitude, les gens pleurent, rient, lui crient merci, merci d'avoir enfin dit les mots qu'on attendait ici, depuis quatre ans !

— Je sais ce qui s'est passé ici ! Je vois ce que vous avez voulu faire.

Je me souviens que, près de moi, un lucide releva :

— Ce qu'on a voulu faire ? Alors on a tout « loupé » ?

On le fit taire, furieusement.

— Je vois que la route que vous avez ouverte est celle de la rénovation et de la fraternité.

Cette phrase absolutoire, de Gaulle en fournit la raison constructive. Il ▶

◄ De Gaulle arrive à Bône. A sa gauche, le général Vanuxem ; derrière lui, de gauche à droite, L. Jacquinot, Max Lejeune, le général Salan, le général Ély, le colonel de Bonneval. En arrière-plan, le minaret de la gare des C.F.A. et son horloge, orgueil des Bônois.

Aussi exubérante et ► turbulente que la foule algéroise, celle de Bône est arrivée massivement de tous les coins de la ville, pour se porter au-devant du nouveau président du Conseil et l'accueillir. Elle brandit des drapeaux, des effigies, des banderoles.

Keystone

Lejeune et Jacquinot sont "escamotés" à Alger

prend acte au nom de la France que toute la population désire l'intégration.

Ensuite, il rend hommage à l'armée, non seulement pour la tâche qu'elle assume depuis 1954, mais aussi parce qu'elle a su, hier, « endiguer le torrent pour en capter l'énergie ».

Alger la Tricolore, qui a hurlé le nom de Soustelle toute cette journée, oublie, dans son exaltation du moment, que le nom de Soustelle n'a pas été prononcé !

Ce nom, de Gaulle l'a dit dans l'après-midi. Devant le Comité du 13 Mai :

— Le ministre de l'Algérie, c'est moi ! Je délègue les pouvoirs civils et militaires au général Salan. Quant à M. Soustelle, il sera pourvu incessamment des hautes fonctions qu'il mérite.

La cause était entendue.

Dans les coulisses de ce balcon, une farce se donnait, pendant que la foule ovationnait le général. Une histoire à la Scapin ! Venus dans le sillage du grand homme, Louis Jacquinot et Max Lejeune, jugés indésirables à Alger par les turbulents du C.S.P. et surtout indignes de paraître au balcon sacré, avaient été remisés dans un bureau et enfermés à double tour. Qui avait traité de la sorte les compagnons du général ? On ne le sut pas précisément, mais chacun pensa : Lagaillarde !

LES NOUVEAUX VENUS



Paris-Match

Jacquinot : fidélité qui date du temps de Londres

■ *Une haute stature, l'abord un peu froid du Lorrain, fidèle au souvenir de ses « parrains », Poincaré, Barrès, André Maginot surtout, dont il fut le chef de cabinet... C'est Louis Jacquinot, gaulliste de Londres, qui redevient ministre d'État du général.*

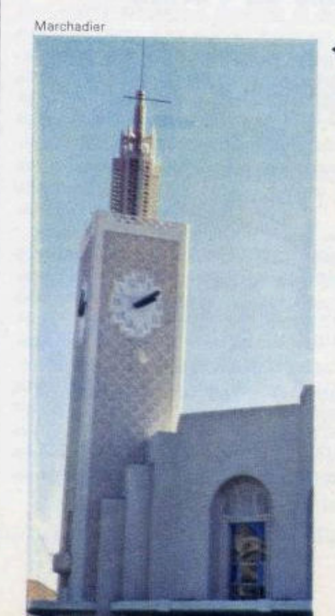
Fils d'un magistrat municipal, il est né, en 1898, à Gondrecourt-le-Château, dans la Meuse. D'abord avocat au barreau de Paris, il débute dans la carrière politique au cabinet du ministre de la Guerre en 1928. Envoyé à la Chambre par les électeurs de son département natal, en 1936, il y sera constamment réélu.

Vice-président de la commission de l'armée à l'Assemblée nationale, en 1936, Louis Jacquinot est nommé sous-secrétaire d'État à l'Intérieur en 1939. En 1940, il part pour le front comme lieutenant au 61e régiment d'artillerie. Avant d'être grièvement blessé, il s'est fait le propagandiste des thèses du général de Gaulle, qui préconise le développement de l'arme blindée. Il l'avait approché alors que ce dernier faisait partie du ministère Paul Reynaud.

Adversaire déclaré du gouvernement de Vichy, Louis Jacquinot entre dans la Résistance au réseau « Alliance ». Poursuivi par la Gestapo, en 1943, il réussit à s'évader de France par l'Espagne, où il est interné deux mois. Il s'engage, dès son arrivée à Gibraltar, dans les Forces françaises libres.

Membre du gouvernement provisoire d'Alger, il se voit confier les fonctions de commissaire à la Marine, puis, en 1944, de ministre de ce département. En 1945, il est ministre d'État aux Affaires musulmanes, dont il s'occupera pendant deux années avant de revenir à la Marine en 1947, au ministère des Anciens Combattants en 1949, puis de la France d'outre-mer jusqu'en 1954. Louis Jacquinot a fait partie de la délégation française à la onzième session de l'Assemblée générale des Nations unies, en 1956.

Marchadier



◄ Bône toujours. La fameuse gare des C.F.A. (Chemins de fer algériens), blanche et resplendissante, qui est bâtie dans un style néo-oriental.

Le cours Bertagna, ► pour les Bônois, les Champs-Élysées, ou la Canebière. Au fond et à droite, l'église. Un jour de grand calme...

Erich Lessing/Magnum

Dès ce soir-là, la fête se gâta pour beaucoup. Et l'exégèse débutait. Elle ne finirait plus jusqu'à Evian.

« Je vous ai compris ! »

Le malentendu commençait !

DE LA TERRASSE DU SAINT-GEORGE A MOSTAGANEM

Cette soirée du 4 juin n'en finit pas. Alger commente le discours. De Belcourt à Bab-el-Oued, des hauteurs de la ville, au boulevard Front-de-Mer, on dîne à l'heure espagnole, c'est-à-dire fort tard, toutes fenêtres ouvertes sur des façades gorgées de soleil. La radio retransmet l'événement du jour et des flots de musique militaire, portant les voix connues et celle du général, s'échappent dans la nuit tiède.

La terrasse du Saint-George est envahie. Souper « froid ». Il y a belle lurette que les cuisines sont fermées, que les assiettes anglaises ont remplacé le « Chich Khebbab » ou le « ris de veau à l'ancienne ». Il va être minuit, l'heure où on ne distingue plus un fil noir d'un fil blanc, un journaliste d'un informateur.

Autour des tables, séparés du reste du monde par les jardins de l'hôtel, à la lueur des petites lampes en cuivre qui donnent à ce dîner un air de fête nocturne, « militaires », « civils », « reporters » se rassemblent par sympathies, servis par un ballet de garçons kabyles, qui font au Saint-George leur apprentissage avant d'essaimer dans les restaurants de Paris.

Ce soir, que dit-on? Le texte du discours est sur les tables. Chaque mot en est pesé. Je vous ai compris... bien sûr, mais à aucun moment « Algérie française » n'a été prononcé. C'est grand, c'est beau, c'est généreux, la France! Mais le nom de Soustelle est passé sous silence. Apparemment, de Gaulle est excédé par le fanatisme des Algérois pour leur ex-gouverneur général. Au palais d'Été, dans l'après-midi, recevant le Comité de salut public Algérie-Sahara, que Massu lui présentait, il a laissé échapper : « Le ministre de l'Algérie, c'est moi! Je délègue mes pouvoirs au général Salan, en tant que commandant en chef civil et militaire! » s'empressant d'ajouter, que Soustelle, son ami, aurait droit aux « hautes fonctions qu'il mérite » !

Pour tout commentaire, un journaliste américain, évoquant le cas de Soustelle, a un geste antique et sans appel : il renverse son pouce vers le sol...

Tout le monde, d'autre part, s'accorde à reconnaître la suprême habileté de Salan, tirant de main de maître, avec un instinct quasi miraculeux, les seules ficelles qu'il fallait tirer dans l'écheveau inextri-

Bolot

LES NOUVEAUX VENUS



Keystone

Édouard Ramonet, le député radical « moricien ».

■ Le nouveau ministre de l'Industrie et du Commerce est né en 1909, à Cerbère, dans les Pyrénées-Orientales. Professeur agrégé de l'Université, ancien directeur de l'Institut français de Porto, il est député radical socialiste depuis octobre 1945 et maire de Châteauroux depuis 1947.

Édouard Ramonet a présidé la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale de 1951 à 1957, date à laquelle il devient secrétaire d'État à l'Énergie dans le cabinet Bourgès-Maunoury. Lors de la scission survenue au parti radical socialiste, il a adhéré à la nouvelle tendance Gazolle-Morice. Il est vice-président du comité radical moricien lorsqu'il est appelé par le général de Gaulle pour entrer dans son cabinet.

ici, dans le Constantinois : les musulmans sont majoritaires



E.C.P.A.

◀ Léon Delbecque, qui a organisé le mouvement gaulliste d'Alger, sans lequel le 13 Mai ne se serait sans doute pas produit. Très vite, il entrera en conflit avec le général de Gaulle et lancera sur les antennes de Radio-Algérie, devenue France V, le fameux : « Nous n'avons pas franchi le Rubicon pour y pêcher à la ligne ! » Il prône le maintien des C.S.P., que le général de Gaulle « avale » mal. Ce sera vite la disgrâce !

cable des événements de ces derniers jours.

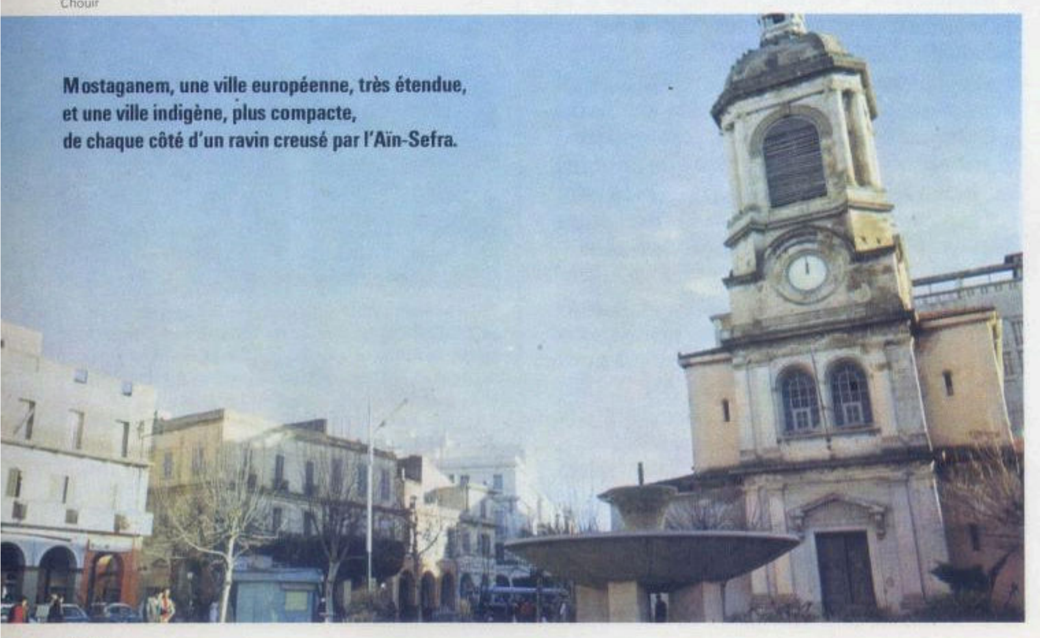
Quant à Delbecque, on dit que ce forgeron du 13 Mai n'est pas du tout décidé à se laisser coincer entre le marteau et l'enclume, entre la révolution d'Alger et les restrictions qui commencent à se dessiner à Paris, autour de De Gaulle. Il ira jusqu'au bout. Il fera un éclat. Lequel ? On n'en sait rien encore, ce 4 juin au soir. Ce sont des rumeurs.

La seule certitude, pour demain, c'est le voyage du général dans l' « intérieur ». C'est ainsi qu'on désigne, à Alger, le reste de l'Algérie. La *Caravelle* se posera d'abord à Constantine, capitale de l'Est. Ensuite, ce sera Bône, puis Oran, le grand port de l'Ouest, le 6 juin, et, enfin, Mostaganem.



L'enthousiasme de mai ▶ abolit le temps. La fête se poursuit nuit et jour dans tous les quartiers. Débauche de croix de Lorraine et de portraits du grand homme. L'Algérie française ne dort plus et ignore la fatigue. Les « paras » sont les enfants chéris de la foule, qui habille ses enfants en léopards.

Chouir



Mostaganem, une ville européenne, très étendue, et une ville indigène, plus compacte, de chaque côté d'un ravin creusé par l'Aïn-Sefra.

Dans Constantine, même délire, sous les drapeaux, aux accents de *la Marseillaise*, place de la Brèche, où est installé le podium drapé de tricolore et frappé de la croix de Lorraine. Il fait un soleil de plomb et on étouffe. Mais, depuis l'aube, par tous les chemins du bled, les musulmans se sont mis en route pour acclamer le grand homme. Constantinois, où les musulmans sont majoritaires, où les mots guerre et paix n'ont pas tout à fait le même sens qu'ailleurs. La guerre a fait rage, et, particulièrement, elle s'est imposée au couteau, dès 1954. La « paix des braves », si les braves répondaient à l'appel, ramènerait beaucoup de monde dans les mechtas.

Quand de Gaulle relancera cet

E.C.P.A.

appel, la foule musulmane applaudira à tout rompre. Et quand il clamera : « Je déclare qu'il s'agit, ici, de faire en sorte qu'entre nos communautés, nos catégories, il n'y ait plus aucune barrière », sa voix sera couverte par les vivats.

A Bône, les mots varient, mais le sens demeure :

« Que ceux-là, qui ont mené par désespoir et avec courage un combat cruel et fratricide, viennent eux aussi dire, par la voie légale, quels sont leurs sentiments et leur volonté!

» En tout cas, la porte leur est ouverte. C'est moi, de Gaulle, qui le leur dis. Venez à la France. Elle ne vous trahira pas. J'en suis sûr aujourd'hui. »

Quant aux Européens, qui applaudissaient tout aussi fort que les musulmans, emportés dans le vent de la fraternisation, ils auraient souhaité (ils le confièrent alors) que le général fût entré plus avant dans leur drame comme dans celui des musulmans. Si fraternisation il y avait, c'étaient des noces de sang.

— Il aurait pu visiter El-Halia ou Melouza!

Des noms qu'on voyait inscrits sur les calicots dérisoires que la foule agitait : « El-Halia, Aïn-Abid, villages martyrs, crient « Algérie française! »

Dans le même temps, à Alger, une bombe éclatait sur les ondes. Léon Delbecque, prenant le mors aux dents, proclamait :

« Le 26 avril, je vous avais promis de Gaulle! Depuis hier, l'arbitre national est parmi nous! Nous créerons l'union derrière le général de Gaulle, dans un gouvernement de salut public, mais pas à n'importe quel prix! Pour faire l'union derrière l'arbitre que nous avons choisi, il faut au moins deux interlocuteurs. Or nous avons l'impression que certains veulent nous rejeter! Princes du « système », vous espériez étouffer la révolution... N'y comptez pas! Car nous n'avons pas franchi le Rubicon pour y pêcher à la ligne! Nous irons jusqu'au bout de ce que nous avons entrepris le 13 mai. Nous avons la prétention de vous fournir, mon général, les moyens d'assurer votre gouvernement de salut public et de faire aboutir les missions que, depuis douze ans, vous avez clairement définies! »

Le général reste de marbre

Choses dites sans détours. C'est le moins... Coup de semonce qui fit sursauter le « 13 Mai » et son train, stupéfia — par sa forme — les gaullistes, de Dunkerque à Tamanrasset, fit exploser Massu, pas tellement Salan — « Vous êtes dans la bonne longueur d'onde! » — et choqua Soustelle, non par le fond, mais par la manière!

Quant à de Gaulle, mis au fait, il resta de marbre. Delbecque, il le verrait à Oran, le lendemain, 6 juin. Il ne perdait rien pour attendre...

Sur le chemin de Maison-Blanche, où la *Caravelle* ministérielle attendait, il y a un cimetière militaire, le cimetière d'El-Alia, cerné de lauriers-roses et de tamaris.

(Suite page 1680)

LES NOUVEAUX VENUS


Keystone

Émile Pelletier, un préfet « complet »

■ *Avec Émile Pelletier, c'est un Breton à la solide réputation d'entêtement qui prend la barre du ministère de l'Intérieur.*

Né à Saint-Brieuc, en 1898, il n'a que dix-sept ans lorsqu'il fait son entrée dans l'administration. En 1917, il abandonne ses fonctions de chef adjoint du cabinet du préfet de la Loire-Inférieure pour servir sous les drapeaux.

La paix revenue, il gravit rapidement les échelons de l'administration préfectorale. En septembre 1940 il est nommé préfet de la Somme, puis, en 1942, préfet de l'Aisne. Mis en disponibilité en 1943 par le gouvernement de Vichy, il est réintégré à la Libération et, en 1946, il se voit attribuer la préfecture de Seine-et-Marne.

En 1949, à Madrid, et en 1950, à Paris, il représente le gouvernement français à la conférence internationale des Pyrénées au titre d'inspecteur général de l'administration en mission extraordinaire. Émile Pelletier occupait les fonctions de préfet de la Seine depuis août 1955.



Mostaganem, deuxième port de l'Ouest algérien après Oran. On n'en parla jamais tant qu'après le discours du 6 juin. Le fameux « Vive l'Algérie française ! » fut lancé devant une foule immense, en majorité musulmane. Mostaganem entrait dans l'Histoire, du moins celle du verbe.

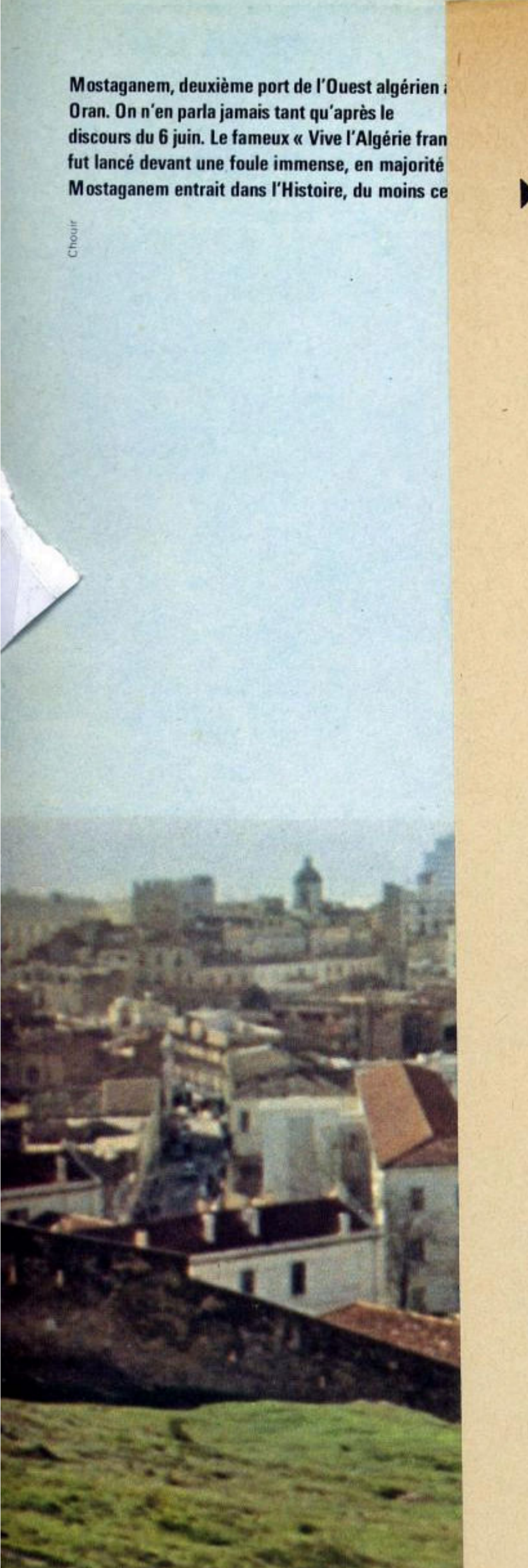


LA GUERRE D'ALGÉRIE

Nos lecteurs écrivent...



Les cigognes sur le toit de la ferme « Maïda » près de Kerrata, en Petite Kabylie. Au fond et à gauche, le djebel Babor.


Mostaganem, deuxième port de l'Ouest algérien [...] Oran. On n'en parla jamais tant qu'après le discours du 6 juin. Le fameux « Vive l'Algérie fran[...] fut lancé devant une foule immense, en majorité [...] Mostaganem entrait dans l'Histoire, du moins ce[...]

Chouir

Précisions pour l'Histoire...

... En lisant tous les témoignages et les documents, on se rend compte du décalage existant entre le contingent et les officiers, les uns « faisant leur temps », les autres « faisant leur guerre ». Notre optique était différente et nous n'avions absolument pas de vue d'ensemble, même à l'échelon du secteur. Je me rappelle avoir travaillé un mois ou deux avec l'O.R. du régiment. Bien sûr, je compulsais les messages et avais une petite idée sur l'évolution de la situation. Mais en fait, l'essentiel m'échappait. Et c'est là où votre revue nous est utile car elle nous permet de reclasser et de resituer nos souvenirs, de nous insérer dans un ensemble qui nous était pour le moins étranger...

M. M. D..., 50130-Octeville

★

... Vous ne pouvez pas deviner la joie profonde que m'a procurée l'intéressant article sur les Berbères écrit par M. Bessaoud.

Cela aidera sans aucun doute vos nombreux lecteurs à mieux nous connaître. Et aux Berbères eux-mêmes de jeter le voile... Car nous en avons « ras le bol » de l'arabisme ainsi que de la dite « personnalité arabe » islamique à laquelle nous ne pouvons nous identifier, et pour cause.

Je ne sais pas si « Historia » est vendu en Algérie, mais une chose est bien certaine : c'est que tous les Berbères qui l'achètent se dépêchent de l'expédier en Algérie afin que tous, nous soyons informés — n'en déplaise au régime sectaire de Boumediene.

Je crois que si les Maghrébins bouffent de l'arabisme bon gré mal gré, c'est en totalité l'œuvre de la France, qui a toujours voulu que nous soyons des Arabes...

M. R. A. M..., 92-Boulogne

★

... Le colonel Marey (p. 1135) a été tué en 1959. Il commandait en 1958 l'École interarmées de Cherchell. Ce n'est qu'une petite erreur et je voulais surtout dire que j'ai été très heureux de trouver dans vos colonnes, et sous la plume du général Jacquin, l'éloge de l'action de mon ancien chef.

Très discret lui-même sur ses résultats à Alger, il expliquait souvent que la cause de la rébellion était nationaliste. Voilà qui ne plaisait pas aux apôtres du 5e bureau d'action psychologique (Défense de l'Occident, Moscou, Pékin, etc.) et lui valut peut-être d'être muté et de quitter Cherchell...

M. J. L..., 54-Nancy

★

J'étais sous les ordres du colonel Marey, lorsqu'il a été assassiné. Le colonel a été assassiné le samedi 28 mars 1959 à 9 h 45, et non pas en mai 1958, à la sortie est d'El-Milia (zone Nord constantinois) et non pas à Guelma, sur la route El-Milia-Catinat.

Alors qu'il revenait d'inspecter un chantier de coupe de bois situé à quelques centaines de mètres seulement de l'agglomération, l'automobile du colonel, une 203 (et non pas une jeep), a essuyé plusieurs rafales de pistolet mitrailleur, tirées par un groupe de cinq à six rebelles embusqués sur les bas-côtés de cette route sinueuse.

Je vous précise, en outre, que son chauffeur, du nom d'Harlozinski, est sorti indemne de l'attentat. Les rebelles lui ont simplement pris sa montre. Les rebelles ont emporté avec eux le képi du colonel.

Au moment de son assassinat, le colonel Marey commandait le 23e R.I. et le secteur d'El-Milia.

Il avait succédé, le 9 février 1959, au colonel de La Ruelle.

M. A. V..., 94-Ivry-sur-Seine

★

Le magazine est intéressant surtout pour les photos, mais souvent décevant par d'inadmissibles omissions.

Vous avez mentionné l'assassinat de l'administrateur M. Dupuy le 25 mai 1955.

Mais à El-Milia (département de Constantine), deux autres administrateurs ont été tués. Le 21 août 1955, M. G. Reynaud fut tué sur la route El-Milia - Constantine, alors qu'il revenait de la mine de Sidi-Marouf où il

Le méchoui traditionnel en plein air pour les tirailleurs algériens. Une recette qui fera la conquête des appelés.



R. Colliat





Des sourires interprétés comme la marque d'un climat d'amitié. Qui peut savoir ce qu'ils dissimulent ?

avait assisté à l'évacuation du personnel.

Le 27 janvier 1957, M. G. Faure fut tué à l'intérieur du bordj administratif par un jeune Algérien qui tira à bout portant sur lui avec une arme qu'il avait récupérée dans un bureau.

Cette région, qui fut l'une des plus touchées (des officiers la considéraient comme le Dien Bien Phu de l'Algérie), semble totalement ignorée de vos services et, pour ceux qui y sont restés un an coupés du monde pratiquement, c'est, croyez-moi, difficile à admettre.

X...

★

... Dans l'article intitulé « Veillée d'armes sur le barrage », écrit par le lieutenant-colonel Buchoud, il est écrit : « Songez à ce capitaine qui s'est posé le 28 avril 1958... Ceci est l'histoire du capitaine Bremmont. »

Il s'agit en vérité de mon père, le capitaine Serge Beaumont, du 9e R.C.P., mort en héros à Souk-Ahras le 29 avril 1958.

Mlle Ch. Beaumont, 33-Bordeaux

★

... Dans les numéros 234 et 235 d'« Historia Magazine » *Guerre d'Algérie*, il est question des combats de Souk-Ahras. Je tiens à vous féliciter pour ce reportage, ayant vécu moi-même ces combats à la 4e Cie du 9e R.C.P. Je me rappelle très bien les grands chefs, le capitaine Philippon et le capitaine Lefur, et je trouve tout à fait surprenant qu'il n'y ait pas un mot sur le capitaine Philippon, qui était pour ce régiment non seulement un officier, mais aussi un père. Je pense qu'il s'agit d'un oubli...

M. R. G..., 82000-Montauban

★

Je me permets d'apporter une précision à l'article du colonel Buchoud concernant la bataille de Souk-Ahras.

C'est au cours de l'accrochage du 3 mai 1958, au djebel Ourès, à 18 kilomètres au nord-est de Sedrata, que Latrèche Youssef a été abattu par la 5e compagnie du 18e R.C.P. Rendons à César...

M. J. C. T...,
57-Montigny-lès-Metz

★

... Le colonel Buchoud, dans son article sur le barrage de la frontière algéro-tunisienne, a cité toutes les unités affectées à la surveillance du barrage, mais a omis de dire que le 3e bataillon de zouaves, qui se trouvait dans le Constantinois, a participé également à la surveillance du réseau de barbelés tout au long de la ligne de chemin de fer.

M. R. V..., 06500-Menton-Garavan

★

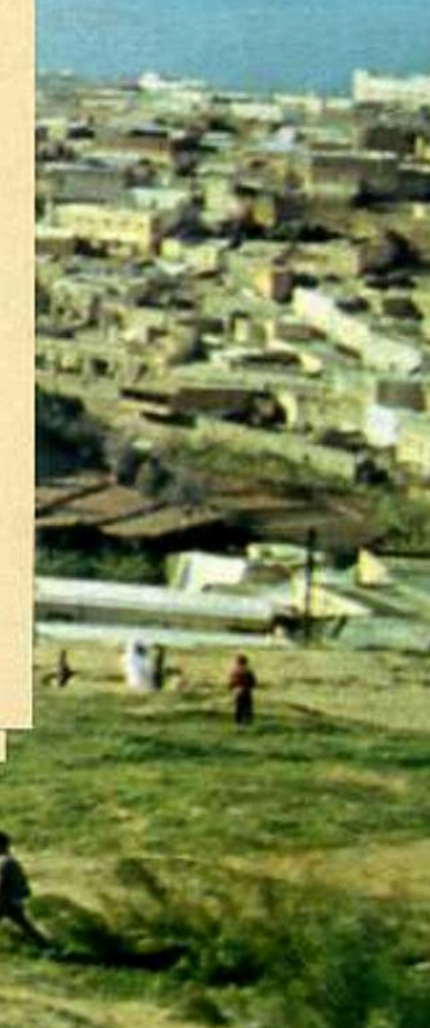
...Pourquoi les bataillons de chasseurs ne sont-ils pas cités dans l'article du colonel Buchoud sur la ligne Morice ?

En ce qui me concerne, je faisais partie de la 4e Cie du 14e B.C.A. Cette compagnie était la compagnie opérationnelle du régiment. Entre les vingt à vingt-cinq jours passés sur le terrain, comprenant la protection des routes, les bouclages, les embuscades sur la frontière, nous n'étions guère au poste. En plus, nous servions très souvent d'ouvreurs de pistes à la légion et aux paras car notre connaissance du terrain était devenue légendaire, même chez les rebelles, qui nous avaient donné le diminutif de « chèvres noires » à cause de notre béret, certes, mais aussi à cause des 20 à 25 kilomètres que nous faisions par jour dans le djebel...

M. B. B...., 45-Orléans ▶

Dans la région de Wagram (Sud oranais) une ferme fortifiée avec tour de garde et donjon-mirador.





La vérité des deux côtés...

... M. Taousson fait ressortir que le succès du combat du 5 mars 1958 au djebel Belgroune est l'œuvre de Si Chérif.

Ce n'est pas tout à fait exact et je me permets de vous signaler ce que j'ai pu réunir de documentation à ce sujet.

Une forte bande rebelle était signalée dans la région d'Aumale dont le colonel de Maison-Rouge commandait le secteur. Certaines dispositions étaient prises par ses soins en vue de l'anéantissement de cette bande par encerclement. Le 1er régiment de chasseurs parachutistes commandé par le lieutenant-colonel Cousteau était chargé du bouclage. C'est sur la cote 1058 et les environs immédiats que l'engagement a été le plus violent. Engagement mené jusqu'au corps à corps par le commando du 1er R.C.P.

Vers 18 heures, les parachutistes réussirent à se rendre maîtres de cette cote.

Le communiqué de l'époque signale 17 soldats tués, 45 blessés dont 40 grièvement. Les pertes ont affecté surtout les « bérets bleus » du 1er R.C.P.

Ajoutons (termes du communiqué) que l'ancien chef rebelle rallié Si Chérif était arrivé dans l'après-midi vers 16 heures sur les lieux du combat avec une formation de 300 hommes et qu'il participa pendant toute la nuit à la chasse aux rebelles fuyards...

M. G..., 77300-Fontainebleau

★

... Le 27 octobre 1954, le 1er régiment de chasseurs parachutistes (bérets bleus), stationné à Philippeville, est envoyé sur la frontière tunisienne, près de Gambetta. Des hors-la-loi venant de Tunisie devaient rentrer en Algérie.

Dès le début novembre, il est dirigé vers Batna et, de là, gagne l'Aurès où il fait son camp de base à Bouhamama. A mon plus lointain souvenir, le 1er R.C.P. a été le premier régiment à partir pour l'Aurès, aussi je suis surpris qu'il n'ait pas été nommé par M. R. V..., 25-Puessans, dans son courrier du n° 40 (Nos lecteurs écrivent). De plus, le 18e régiment d'infanterie parachutiste de choc portait le béret rouge...

M. F. L..., 83-Carnoules



Coll. Godart

L'armée et les infirmières de la Croix-Rouge distribuent des vêtements aux enfants de la région de Carnot.



Je m'adresse à vous pour vous demander s'il ne serait pas possible de compléter notre documentation par un examen complet et authentique du « prix » de ces événements. Il va de soi que cette étude, qui exigerait probablement au moins un numéro complet, viendrait à son échéance normale en fin de publication, après le point terminal marquant l'exode des Français d'Algérie. Elle serait la conclusion indispensable qui manque à l'esprit et à la documentation des Français.

Et ceci m'est l'occasion d'insister sur un point qu'il faut absolument expliciter. On voit actuellement un peu partout – et même récemment par *deux* fois à la télévision – affirmer que la guerre d'Algérie a tué *un million* d'Algériens. Ce qui serait un énorme génocide. Tous ceux qui veulent faire sensation s'emparent de ce chiffre et le jettent à la figure de leurs contradicteurs. Or la guerre de 14/18, mettant en jeu la vie de sept millions de mobilisés français, a tué officiellement 1 400 000 soldats, en chiffres ronds, et en quatre ans d'hostilités comme on n'en avait jamais vu. La population algérienne comptant 9 millions d'Algériens en 1960, une saignée proportionnelle aurait coûté à la France : 3 300 000 morts. Ce qui serait insensé car, compte tenu des blessés, en nombre égal aux morts généralement, la totalité de l'armée française serait restée sur le champ de bataille entre 1914 et 1918. On peut aussi constater que les 9 millions d'Algériens de 1960 comportaient moitié de femmes, non combattantes, et un pourcentage considérable d'enfants. Il eût donc fallu tuer environ le tiers des hommes adultes algériens pour aboutir au chiffre de un million. Ce chiffre est d'ailleurs celui qui est reproché à Napoléon pour ses quatorze années de guerre dans toute l'Europe. Sur quelles bases?... Dieu seul le sait !

M. P. F..., 75-Paris (7e)

[N.D.L.R. - *En fin de publication, nous donnerons nos propres chiffres.*]



... Il y a quelques semaines, Fidel Castro déclarait à Oran : « Camarade Boumediene, vous avez toujours été un grand stratège. » Or la stratégie de Boumediene et de son compère Ben Bella consistait à casser du Berbère ou, si l'on veut, les plus nombreux ou dangereux obstacles à l'avènement d'une Algérie arabe. Pendant qu'il marchait sur les wilayas 3 et 4, d'autres éléments de l'A.N.P. de Tunisie faisaient route vers le Hoggar. Résultat de 4 mois de campagne : 100 000 Berbères (Touareg) massacrés, 400 000 quittaient l'Algérie pour se réfugier en Afrique noire : Mali, Tchad, Niger.

Depuis ce massacre, il ne reste plus que 30 000 hommes bleus en Algérie...

M. K. I..., 94-Alfortville

[N.D.L.R. - *Bien entendu, nous laissons à l'auteur la responsabilité des chiffres cités. Nous publierons les statistiques recueillies par* Historia Magazine (G.A.) *ultérieurement.*

Si Abdallah, pages 1284 et suivantes, parle de l'ingéniosité des fellaghas à construire des caches. Il convient de réduire cette ingéniosité à sa juste valeur. Dans la région de Saint-Arnaud et même dans toute la Proconsulaire, la Numidie et les Mauritanies Sitifienne et Césarienne, chaque ferme édifiée sur un mamelon crayeux possédait son silo romain. Cette particularité était obligatoire sous la domination romaine pour conserver presque indéfiniment les récoltes de céréales.

M. J. C. R..., 83100-Toulon

★

Dans votre supplément au numéro 228 de la *Guerre d'Algérie*, vous publiez la lettre de M. S.D.G..., 96-Fresnes, qui affirme que le grade le plus élevé décerné par la légion étrangère à titre honorifique est celui de caporal-chef (ou brigadier-chef selon le corps d'affectation).

Je tiens à vous signaler que cela est absolument faux puisque le prince Louis II de Monaco était sergent-chef d'honneur.

M. M. C..., 76420-Bihorel

... En réponse à la lettre de Mme L.T..., Khereddine (Tunisie), parue dans le supplément au nº 233 « Historia Magazine « *Guerre d'Algérie*, je voudrais dire ceci :

M. Terbauche n'est pas le seul à être oublié. Beaucoup de militants de l'ancienne Fédération de France sont dans le même cas parce que Ben Bella et Boumediene n'ont pas voulu reconnaître les services et le combat des frères de France et aussi parce que la Fédération de France a toujours été contre le culte de la personnalité et la venue au pouvoir, par la menace, de Ben Bella et de Boumediene...

M. M..., 93-Blanc-Mesnil



Mme Massu participe à l'installation du Mouvement de solidarité féminine à la salle des fêtes d'Affreville.

★

... Je vous confie quelques photos que j'ai retrouvées dans mes souvenirs d'Algérie et qui relatent une importante opération qui s'est déroulée le 3 avril 1957 dans le djebel Senalba, à l'ouest de Djelfa, et qui, pour mes camarades et moi, reste un mauvais souvenir, l'avantage ayant été aux fells, beaucoup plus nombreux et mieux armés.

Il nous fallut redescendre dans la vallée les corps de nos camarades tombés au cours d'assauts répétés et que les rebelles avaient achevés à coups de crosse et de couteau. Nos brancards improvisés, faits de vestes de combat et de fusils Garand, ruisselaient de sang...

La bande, retrouvée vers Aflou huit jours plus tard, fut anéantie par la légion...

M. P. T..., 95130-Franconville

★

Dans le numéro 233, au supplément « Nos lecteurs écrivent » à la page VI, deuxième colonne, sous les initiales M.G.C..., 79-Argenton-Château, votre correspondant pose la question suivante : « Est-il possible pour un Français de passer des vacances en Algérie ? »

Oui, il est possible de passer des vacances en Algérie et d'ailleurs, nous y avons reçu un accueil triomphal. Je puis vous affirmer que je suis retourné dans un poste où j'avais été militaire dans le massif du Zaccar, exactement à Dar-Caïd-bou-Mad, et j'y ai rencontré d'anciens harkis qui étaient très heureux de me revoir de même que la population civile...

M. B. P..., 31-Tournefeuille

★

Votre abonné et votre lecteur, je me permets de vous dire que je ne suis pas d'accord avec vous pour la guerre d'Algérie au sujet de laquelle je vous fais parvenir cette lettre, que vous ne publierez sans doute pas.

1) Ceux que vous appelez maintenant les pieds-noirs sont certainement les descendants de ceux qui sont venus en Algérie dans les fourgons de l'État français quand celui-ci en fit la conquête, refoulant les autochtones, en s'emparant de leurs terres, les meilleures, sur des ▶



Opinions...



Distribution de jouets aux enfants du « Chapeau-de-Gendarme », dans la plaine de Bône. Une image de la paix...

endroits pratiquement incultivables. Les Européens, se servant de la technique européenne, construisirent des maisons modernes et même des palais, que les autochtones n'habitèrent jamais.

2) A mon avis, vous faites trop écrire les généraux car ces derniers, après avoir découvert les échelonnements en profondeur (35 km en arrière), sont plus forts pour faire tuer les hommes que pour écrire – exemple Nivelle au Chemin-des-Dames, Joffre et Pétain à Verdun, sans parler du débarquement en Italie lors de la 2e guerre mondiale.

3) Étant restés cent trente ans en Algérie, je pense pour ma part que, au lieu d'en faire des colons, nous aurions pu faire des autochtones des citoyens à part entière, comme disait de Gaulle. C'est pourquoi j'approuve les Algériens pensant qu'ils se sont libérés des oppresseurs qui étaient une minorité.

[N.D.L.R. - *La lettre est évidemment anonyme.*]

★

Vous avez raison ! La distance est grande entre familles dites « de grande tente » et ces Ben Gana, riches des dîmes qu'ils prélevaient sur des administrés taillables et corvéables à merci !

Et pourtant, ce sont des gens comme cela qui nagent encore bien sous le régime socialiste (!). Ben Gana est à la tête d'une affaire de cosmétiques « Miss Klay » sous le nom de S.A.F.C.O. aux Dunes de Cheragas, près d'Alger.

Détail savoureux : d'un côté de la Méditerranée, S.A.F.C.O. : Société algéro-*française* de cosmétiques (car Ben Gana loue un appartement à Paris et en a un aussi à Nice); de l'autre côté, S.A.F.C.O. : Société *algérienne* de fabrication de cosmétiques.

M. M. L..., Lausanne (Suisse)

★

J'ai été amené, pour des raisons extra-militaires, à m'intéresser à cette affaire de pasteurs. Au Tonkin, au moment de notre débâcle, il en est arrivé quelques-uns, de nationalité américaine, par l'opération du Saint-Esprit, ayant pour mission, évidemment, d' « évangéliser » les populations. En Tunisie, j'ai entre autres connu une Américaine qui avait monté un « centre évangélique » à Tunis aux environs de 1956. Elle recevait fréquemment et régulièrement des subsides, directement des U.S.A., faisait partie d'un réseau de pasteurs très sérieusement organisé et comptant des appuis un peu partout en Europe. Elle circulait beaucoup dans le pays, toujours sous couvert d'évangélisation, se risquant souvent jusqu'en zone dangereuse puisque fréquentée par des bandes plus ou moins contrôlées d'Algériens se réclamant de l'A.L.N. A deux reprises, à ma connaissance, très peu de temps avant la lamentable affaire de Bizerte, elle se rendit à la base américaine de Tripoli/Wheelus, prétextant une affaire de vente de voiture...

Non seulement elle avait de solides notions de mécanique et de photographie – elle avait toujours avec elle un matériel photo de qualité assez inhabituelle chez le commun des... pasteurs –, mais elle était douée d'un courage et d'une énergie peu ordinaires, perfectionnait son français, étudiait le dialecte tunisien.

Immédiatement après l'abandon de Bizerte (1961), elle quitta la Tunisie, abandonnant ses ouailles, pour un autre... point chaud au Moyen-Orient. (HM-GA N° 236 (43).)

M. J. V..., 20000-Ajaccio

★

Je me permets de vous signaler l'erreur que vous avez faite dans votre numéro 45, page 1356, au sujet de la photo située en haut à gauche : il ne s'agit pas du port de Novi, mais tout simplement de Cherchell.

M. L. S..., 83-Sanary

★

En réponse à Mlle Bigata :

... Quelle belle profession de foi vous avez écrite ! [.........
....
................................]

Rien n'y manque, même pas la comparaison avec la guerre du Vietnam. Toujours ce même



Nemencha : « Nous en étions arrivés à vivre, à penser, à ressembler à ceux que nous pourchassions. » (94e R.I.)

style puant le mensonge et la trahison ! Quelle habileté à transformer la vérité, à salir son pays, à glorifier l'ennemi à l'aide d'arguments déformés, de chiffres falsifiés ! Le pire est que beaucoup de naïfs s'y laissent prendre...

En contribuant à créer l'image traditionnelle du « pied-noir richissime et exploiteur », vous insultez la mémoire de tous ceux qui ont travaillé durant des générations pour construire l'Algérie dont nous étions si fiers...

M. J.-M. S...,
06800 Cagnes-sur-Mer

★

Je ne puis m'empêcher de vous dire mon profond respect et mon admiration pour votre prise de position. Je comprends les pieds-noirs qui ne peuvent surmonter leur amertume, c'est humain. A plus forte raison ceux qui ont été blessés et qui ont souffert. Vous, vous avez souffert ; vous auriez le droit d'être amère ; et c'est vous qui montrez le chemin de la générosité. Vous êtes magnifique. C'est grâce à des gens comme vous que la guerre et la haine entre les peuples seront un jour vaincues dans le monde...

Mlle B...,
68-Mulhouse-Boutzwiller

★

... Vous étiez bien jeune, sans doute, à l'époque où vous avez vécu cruellement dans votre chair une minuscule partie des événements. Aujourd'hui, vous paraissez paradoxalement imbue d'une théorie dont la tendance est certaine. Vous répétez les lieux communs anticolonialistes d'une propagande rabâchée, d'une idéologie partisane connue pour son seul son de cloche insuffisant à une oreille avisée ! Vous accusez votre père, et tous les « colons » français placés dans le même sac, d'une façon inique nettement outrancière.

En quoi l'article paternel vous intègre-t-il dans « tout un courant d'opinions » ?

Votre père, dont vous « dénoncez » l'article, ne prend manifestement pas position pour « la torture comme une riposte logique et nécessaire ». Il affirme simplement qu' « aucune torture infligée à des adultes ne peut racheter le martyre infligé à des enfants » (européens ou algériens !). C'est net. Il n'y a aucune pensée politique ou raciale, aucune injustice implicite à protester que des enfants (de quelque race qu'ils soient) ne devraient jamais être victimes et que leurs bourreaux (nazis ou non, peu importe !), même torturés, ne rachèteront aucunement leurs crimes monstrueux contre l'enfance sacrée !

M. G. L...., 06-Nice

(à suivre)

RECTIFICATIF

« Des erreurs se sont glissées dans les légendes des photos parues aux pages 1414 et 1415 de notre n° 48.

● Avion représenté sous la légende : « Les biffins désormais pilotent leurs avions en opération. » Il s'agit d'un avion armé *Skyraider* qui n'a jamais été confié à l'A.L.A.T.

● Avion représenté sous la légende : « A Bougie, un appareil du type *Piper* en attente au sol. » Il s'agit de deux avions *Broussard II*.

● Avion représenté sous la légende : « Le *Broussard II* remontait difficilement. » Il s'agit d'un *Piper Apache* civil et non d'un avion militaire.

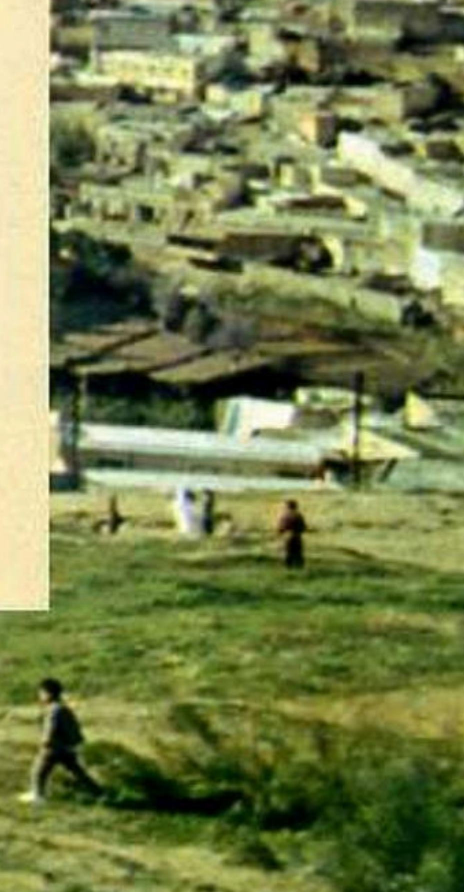
● Avion représenté sous la légende : « L'*Aquilon*. Chaque division de « biffins » en « touchera » 6 ou 8. » Cet avion n'a jamais été mis à la disposition de l'A.L.A.T.

● Avion représenté sous la légende : « Malgré l'armée de l'air, les « terrestres » piloteront des avions légers. » Il s'agit ici de B-26. Ce type d'avion n'a jamais été confié à l'A.L.A.T.

« Dans le numéro 44, à la page 1309, les légendes accompagnant les photos de Saad Dahlab et de M'hamed Yazid ont été inversées ainsi que celles accompagnant les photos de Si Salah et de Mohammedi Saïd, page 1312.

« D'autre part, une erreur s'est glissée dans le texte de la légende accompagnant la photo de Krim Belkacem parue à la page 1319 : il fallait lire « il finira comme lui, treize ans plus tard, à *Francfort* ».





Mostaganem, deuxième port de l'Ouest algér
Oran. On n'en parla jamais tant qu'après le
discours du 6 juin. Le fameux « Vive l'Algérie
fut lancé devant une foule immense, en majo
Mostaganem entrait dans l'Histoire, du moin

Le directeur de la publication : Maurice DUMONCEL — imp. GEORGES LANG, 11, rue Curial, Paris-19e - D.L. C. 351







◀ En trois jours, le général de Gaulle visita cinq villes algériennes : Alger, Bône, Oran, Constantine et Mostaganem. Dans chacune, il prononça un discours, et dans chaque discours, comme l'écrit Philippe Tripier, dans son livre : *Autopsie de la guerre d'Algérie* : « Il confia aux Algériens la primeur de sa politique algérienne. »

A Mostaganem, il y eut ▶ des mots plus significatifs peut-être que ceux de « Vive l'Algérie française ». De Gaulle proclamait au nom de la France, en donnant sa parole, que, désormais, il n'y aurait plus que des Français à part entière, des compatriotes, des concitoyens, des frères, qui marcheraient dans la vie en se tenant par la main. « Une seule espèce d'enfants... »

Paris-Match

Oran : le premier tract contre de Gaulle

(Suite de la page 1677)

On vient d'y planter une nouvelle croix blanche, pour le colonel Jeanpierre, tué le 29 mai, en plein combat, près de Guelma, à l'heure où l'Algérie fraternisait sur le Forum. Le R.E.P. est orphelin. Et victorieux. Il a étrillé les katibas, établi des bilans impressionnants, perdu la moitié de ses effectifs.

Avant de s'envoler pour Oran, de Gaulle, accompagné du seul général Salan, fait une halte à El-Alia. Méditation devant cette tombe fraîche, à la mémoire d'un Jeanpierre qu'il n'a pas revu depuis les maquis de France et dont le combat a pris fin dans le repli d'un djebel torride.

Très vite, le général est repris par la houle politique de ces journées de juin.

Réaction à la déclaration de Delbecque? Arrivé à Oran, il refuse de recevoir les membres du C.S.P. de la ville. Il ne fait de doute pour personne, maintenant, que de Gaulle est agacé par ce courant parallèle des comités. On l'a senti à Alger. On le ressent avec d'autant plus d'irritation, à Oran, que Fouques-Duparc, le maire, fait grise mine au « 13 Mai », souhaitant que sa ville l'imite. Au point que Trinquier, expédié par Massu, a dû redonner dare-dare quelque fougue aux populations, par le biais de son D.P.U. oranais. Entre-temps, les Oranais se sont repris, avec une *furia* bien latine, ignorante des nuances. Leur maire est devenu la bête noire, et la cordialité avec laquelle de Gaulle traite Fouques-Duparc leur donne à conclure que le « 13 Mai » est en péril. La preuve? De Gaulle ne veut pas recevoir le Comité de salut public.

Foule moins délirante

Aux tracts, citoyens! C'est à Oran que voltigera la première feuille antigaulliste. Alors, mon général rectifie le tir. Il recevra le C.S.P. Après les discours. Dans les salons de la préfecture.

Discours à 10 heures au champ de manœuvre. Depuis l'aérodrome de La Sénia, la foule attend. Même scénario, même mise en scène. Cette fois, la figuration est peut-être un peu moins délirante. Il faut dire que le champ de manœuvre, à Oran, est un très vaste terrain, où la foule a l'air plus réduite que sur l'hectare d'esplanade qu'est le Forum d'Alger. Plus perdue, elle est plus discrète. De Gaulle lui lancera :

« C'est ici, ici en particulier, que j'attends votre concours, sans conditions et sans réserves, ce qui est indispensable pour que nous puissions renouveler notre pays, du haut en bas et d'un bout à l'autre! »

Tombant dans le malaise oranais, ces mots-là disaient bien ce qu'il voulaient dire.

Pendant que les foules s'effilochent, boulevard Front-de-Mer, avenue Loubet, de Gaulle et sa suite déjeunent à la préfecture, chez le général Réthoré, responsable civil et militaire. Puis, dans les jardins, à l'heure du café, ce sera enfin la présentation du Comité de salut public. Le général est disert, cordial. Sur le ton de la conversation, il dira néanmoins ce qu'il a envie de dire.

Sur le 13 Mai :

« Les événements que nous venons de traverser et ceux qu'il nous reste à vivre sont d'une grande importance nationale, et peut-être internationale. Et il fallait que cela vînt de quelque part. Et il était bien naturel que cela vînt d'une population qui a été particulièrement soumise à des conditions de danger, d'émotion, et par conséquent de réflexion. »

L'intégration des âmes

Comprenait qui voulait!

A propos du collège unique :

« C'est un fait auquel je réfléchis depuis longtemps, sur lequel nous ne reviendrons pas, auquel il faut se résoudre, à quoi nous sommes décidés! »

Langage régalien, qui prévenait toute restriction : l'intégration, mais avec tout ce que cela entraîne!

Sur les comités de salut public :

« La partie qui se joue ici est tellement importante qu'on ne peut pas se diviser. Avant tout, ce mouvement, le « 13 Mai », ayant abouti aux objectifs qu'il visait : le renouvellement du pouvoir, à Paris, et la clarification du but national, en Algérie, les éléments qui se sont constitués changent évidemment d'orientation. Il ne leur appartient pas de se substituer aux autorités ni d'empiéter sur ces autorités.

Pourtant, ils ont un rôle à jouer, par leur influence sur l'opinion, par les contacts à prendre avec les communautés et par un travail d'intégration des âmes.

LES NOUVEAUX VENUS



Pierre Guillaumat, l'homme du pétrole

■ *Autre nouveau venu dans le cabinet de Gaulle, un technicien cette fois : Pierre Guillaumat. Avec son abord sévère, son chapeau noir à bord roulé, c'est le type même du « grand commis » et certains l'appellent, avec un brin d'ironie malicieuse, le « prince de la technocratie ».*

Il est le fils du général Louis Guillaumat, décédé en 1940, qui commanda l'armée d'Orient en 1917-1918, puis l'armée de Champagne et les forces françaises d'occupation en Allemagne (1924-1930). Il fut même — est-ce aussi pour cela que de Gaulle a pensé à lui? — ministre de la Guerre, trente-trois ans avant son fils, en 1926.

Né en 1909, originaire de la Sarthe, Pierre Guillaumat a fait ses études au Prytanée militaire de La Flèche, sa ville natale. Entré à Polytechnique en 1928 il devient ingénieur des Mines et se retrouve, en Indochine, chef du service des mines en 1934. En 1939, il est affecté aux mêmes fonctions en Tunisie. Mobilisé en 1943, il devient, à la Libération, directeur des carburants au ministère de l'Industrie et de l'Énergie. Il conservera ce poste jusqu'en 1951, occupant en même temps celui d'administrateur de Gaz de France.

En 1951, il est nommé délégué du gouvernement près le Commissariat à l'énergie atomique, fonction qu'il exercera jusqu'en 1958. C'est au cours de son « règne » qu'ont été entreprises la construction du centre de Marcoule ainsi que la réalisation des premières grandes piles et de la bombe « A ».

A deux reprises, de 1945 à 1951, et ensuite à partir de 1954, Pierre Guillaumat préside le conseil d'administration du Bureau de recherches du pétrole. C'est lui qui décide le lancement des campagnes de prospection dans la zone franc et au Sahara notamment. Il est, de plus, chargé de l'administration d'Électricité de France et il devient membre du Conseil général des mines. C'est cette carrière d'administrateur et d'industriel que de Gaulle interrompt pour faire de Pierre Guillaumat son ministre des Armées.



Erich Lessing/Magnum

Mostaganem : vertige des foules algériennes ?

» C'est un grand rôle qu'ils ont à jouer, mais il n'est pas question qu'ils puissent le dépasser maintenant. Je suis d'ailleurs convaincu que leur bon sens de Français, leur dévouement à la France, et si vous le permettez, à moi-même, leur indiqueront le chemin. Jamais, dans ce pays, la France n'a joué une partie pareille.

» Si elle réussit, de grands chemins, qui étaient fermés depuis 1940, lui sont ouverts. Si elle échoue, ce sera très grave. »

D'un geste, balayant tout défaitisme, de Gaulle ajoute :

« Mais elle réussira! »

Il y a dans ces jardins de la préfecture d'Oran, tous les notables de la riche province, les hommes politiques, les militaires, quatre pieds-noirs compagnons de la Libération, le colonel Ezano et le commandant Desmaisons, un industriel et un agriculteur, Puech-Sanson et Mondeinx. Il y a les généraux Ely, Salan, Massu, Dulac, les amiraux Nomy et Auboyneau, il y a Soustelle, il y a Delbecque. Ce dernier a rejoint Oran, après sa déclaration explosive. Chacun sait que de Gaulle ne va pas laisser passer la journée sans relever le camouflet. Car enfin, Delbecque l'a directement pris à partie. Comme l'adversaire, dans une réunion contradictoire, au temps du R.P.F.!

De Gaulle le « coince », en effet, derrière la lourde tenture d'un petit salon de la préfecture. Pas suffisamment lourde, pour étouffer les éclats de voix. En gros, le général dira à son « plus-tout-à-fait-inconditionnel » Delbecque que c'en est assez de ces histoires de C.S.P., qu'il est assez grand pour savoir ce qu'il a à faire : arbitrer et commander, et qu'il est temps pour Léon Delbecque de réintégrer l'hexagone!

C'est la disgrâce. Delbecque l'accueille les sourcils hauts et les mâchoires serrées. Après Soustelle, lui... Quand il prend place dans le cortège de voitures qui s'engage sur la route de Mostaganem,



◀ **Quittant l'Algérie, le 6 juin, de Gaulle adresse à l'armée un ordre du jour reconnaissant l'œuvre qu'elle accomplit pour garder l'Algérie à la France et pour la garder française. Ajoutant, entre autres, sa certitude que la France « ici, va gagner sa partie, celle de la paix, de l'unité et de la fraternité »...**

Delbecque regarde et écoute distraitement la foule pressée le long des trottoirs. Son esprit est ailleurs. Comme les choses sont allées vite! Si vite qu'elles ont renversé les objectifs du 26 avril. Désormais, à chacun son 13 Mai...

Comme à la corrida !

Pourtant... Pourtant, ce fut Mostaganem! Alors que rien ne le laissait prévoir. Le long de la route, la foule, une foule immense, heureuse, braillarde. Les colons de tous les villages, de toutes les fermes qui longeaient le parcours étaient accourus, garant leurs voitures dans les champs, et, au coude à coude avec les musulmans, ils criaient « Vive de Gaulle! » et « Vive l'Algérie française! ».

De Gaulle parla du haut balcon de l'hôtel de ville, place du monument aux morts, où la foule se chiffrait par dizaines de milliers. 50 000? 60 000? Les têtes, à perte de vue, comme du caviar...

Le général Réthoré annonce de Gaulle, il demande qu'on clame sa foi en lui. Préliminaires inutiles. C'est un déchaînement d'allégresse, un raz de marée d'enthousiasme. A Mostaganem, soudain, il se passe quelque chose. De Gaulle a-t-il, le temps d'un discours, subi lui aussi le vertige des fêtes tricolores algériennes? Ceux qui l'écoutent perçoivent un accent nouveau dans sa voix et dans ses paroles. Ce « Vive l'Algérie française! » qu'il lancera tout à l'heure, tout son discours l'annonce! A Mostaganem, la voix est moins impérieuse, les accents plus émus, avec de grandes phrases lyriques qui embrasent la foule. Au point que, par moments, on entendra des voix crier « Bravo! » du ton lent et balancé avec lequel on crie « *O-lé!* » dans l'arène à la minute de perfection.

" Vive l'Algérie française ! "

Pour la première fois, il semble que de Gaulle ait compris. Généreusement, chaleureusement compris ce qui s'est passé ici, avant les drapeaux, les *Marseillaise* et le déferlement des foules. Ce qui s'est passé, dans les mechtas et les villages, à l'heure de la souffrance et de l'angoisse. Que la fraternisation n'est pas née comme par enchantement, à coups de slogans et de bourrage de crâne. Et que les foules qui l'acclament représentent autre chose que 10 millions de zombies, téléguidés par des meneurs politiques, pour les uns, et, pour les autres, par des officiers de l'action psychologique. Il fait, cette fois, la part du cœur, d'un passé commun, d'une terre commune. Il faut réécouter son discours de Mostaganem :

« Il est parti de cette terre magnifique d'Algérie, un mouvement exemplaire de rénovation et de fraternité (*acclamations*)...

» Il s'est élevé de ces terres éprouvées et meurtries, un souffle admirable qui, par-dessus la mer, est venu passer sur la France tout entière, pour lui rappeler quelle était sa vocation, ici, et ailleurs (*bra-vo!*)...

» C'est grâce à cela que la France a renoncé à un système qui ne convenait ni à sa vocation, ni à son devoir, ni à sa grandeur! C'est à cause de cela, c'est d'abord à cause de vous, qu'elle m'a mandaté pour renouveler ses institutions et pour l'entraîner corps et âme, non plus vers les abîmes où elle courait, mais vers les sommets du monde. Merci du fond du cœur (*délire*)!

» C'est-à-dire du cœur d'un homme qui sait qu'il porte une des plus lourdes responsabilités de l'Histoire. Merci! Merci d'avoir témoigné pour moi, en même temps que pour la France! Vive Mostaganem! Vive l'Algérie française! Vive la République! »

Dans les urnes du référendum de septembre

Les mots recouvrent mal ce qui se passe alors. Indescriptible! Quand de Gaulle reparaît dans la foule pour monter dans sa voiture, des gens pleurent en le saluant. Un musulman se précipite vers lui et lui embrasse les mains. De Gaulle sourit, bouleversé. Ceux qui viennent d'entendre ce discours-là ont l'impression — ô combien rassurante et exaltante! — que non seulement de Gaulle les a compris, mais que, de surcroît, il est peut-être le seul à les avoir compris! C'est ainsi à Mostaganem!

La petite histoire raconte qu'au terme de son discours de Gaulle se retourne vers Delbecque et lui lance :

— Alors, Delbecque, vous êtes content?

Il n'était pas le seul! L'« arbitre » quittait l'Algérie ce soir-là, laissant dans son sillage un espoir sans nuages. Cet espoir allait s'engouffrer, avec des millions de bulletins de vote, dans les urnes du référendum de septembre. **H**

Marie ELBE

LES NOUVEAUX VENUS



Cornut-Gentille, ministre de la France d'outre-mer

■ *Autre Breton, ancien de la préfectorale, Bernard Cornut-Gentille est né à Brest en 1909, d'une famille d'officiers de marine. Entré dans l'administration en 1934 il a donné sa démission dès le début de l'occupation allemande. Il se retrouve aussitôt dans la Résistance où il devient le collaborateur du délégué de la France libre, Émile Bollaert.*

Réintégré dans l'administration à la Libération, Cornut-Gentille est d'abord commissaire de la République à Rennes, puis, successivement, préfet d'Ille-et-Vilaine, de la Somme, du Bas-Rhin et enfin directeur des affaires départementales et communales au ministère de l'Intérieur. En 1948 il devient haut-commissaire en A.E.F. (Brazzaville), puis haut commissaire en A.O.F. (Dakar). Délégué permanent au Conseil de sécurité de l'O.N.U. en 1956, il est nommé ambassadeur en Argentine l'année suivante.

...UNE DROLE DE VILLÉ

Le 15, Salan, en fin de matinée, a crié « Vive de Gaulle ! ». Léon Delbecque, collaborateur et, à sa façon, envoyé spécial de Jacques Chaban-Delmas, ministre de la Défense nationale avant le 13 mai, se tenait derrière lui. Il avait pressé le commandant en chef de crier ces mots-là. Il les guettait, visage tendu.

Visage aussi tendu, il devait ensuite guetter, mais en vain, derrière de Gaulle, les mots « Algérie française » ou « Intégration », que celui-ci se gardera bien (sauf une fois) de prononcer.

Léon Delbecque ne pouvait avoir de chances qu'avec Raoul Salan...

Le cri lancé du balcon, le 15 mai, va vite rencontrer plus d'écho que celui des automobilistes à la 2 CV, deux jours auparavant.

Ce « Vive de Gaulle » est décisif. Pourquoi le général Salan l'a-t-il jeté sur le Forum ? Je me rends à l'état-major pour le savoir. Dans la pièce attenante au bureau du commandant en chef se trouvent des officiers que je connais. Ils sont surexcités. La réponse d'un colonel est désarmante :

— Mais vous êtes inouïs, vous, les journalistes ! Alors, on ne peut plus rien dire ?

— Mais, enfin, c'est important, vous ne trouvez pas ?

— Il a dit ça comme ça. Mais ne cherchez donc pas toujours des raisons !

Rien à apprendre de ce côté-là. Mais, au moment de partir, j'aperçois contre un mur la photographie officielle du président Coty. Elle s'est décrochée comme par hasard du clou qui, jusqu'alors, semblait assez solide pour la supporter jusqu'au terme du mandat présidentiel. Elle reste coincée à mi-hauteur — à la hauteur des yeux — derrière une armoire qui la retient de façon précaire. Le président n'a pas coulé. Mais il s'enfonce. Il perd pied...

La vue de ce portrait en suspens justifie ma visite. Je sais maintenant ce qu'il fallait savoir.

Jours douteux. Le général de Gaulle n'a pas encore pris le pouvoir qui échappe à Pflimlin.

Sous l'égide de l'armée, qui a déjà pris parti derrière Salan, les gaullistes du Comité de salut public prennent de vitesse les activistes, qui avaient pourtant pénétré les premiers, le 13 mai, au G.G.

Le « lieutenant Neuwirth » a le don d'inquiéter Lagaillarde. « C'est un maquereau », confie l'Algérois. Le mot — une manière de compliment — doit être pris au sens très particulier qu'on lui donnait à Bab-el-Oued ou à Belcourt : un individu malin, capable de tout, et d'abord d'être sympathique. Lagaillarde le prononce d'ailleurs, ce mot-là, avec un mélange d'admiration, d'amusement, d'irritation aussi.

Le « lieutenant » Neuwirth finira par devenir M. Neuwirth. Il est officier, comme tout le monde : de réserve. Avec l'accent de la sincérité, bien que ce ne soit pas un accent pied-noir, il dit : « Nous, Français d'Algérie », comme s'il n'était pas né natif de Saint-Etienne.

Bref, Lagaillarde se méfie de ses « pilules ».

Absent jusqu'alors, le colonel Bigeard est à Alger. Je l'apprends le 16 au soir. Il loge à l'hôtel Aletti. Il est trop tard pour le voir. Je le verrai le lendemain, si je me lève tôt, car il regagne Philippeville, où il dirige l'Ecole de contre-guérilla.

Casser du fellagha, pas la Régie Renault !

Le 17, à 6 heures, je me trouve en bas, dans le hall de l'hôtel. Bigeard, lavé, rasé (« Chez moi, on meurt rasé », aimait-il à rappeler à ses hommes), lit les journaux d'Alger. Il s'est étendu sur la grande table qui occupe une partie du hall. Le long tapis qui recouvre la pièce est enroulé. C'est l'heure du nettoyage. Un musulman s'affaire autour de seaux et de balais.

— J'espère que le grand Charles va arranger tout ça, me dit le colonel.

Il s'est tenu ou a été tenu à l'écart des grands rassemblements sur le Forum.

— Je n'aime pas ces foules, dit-il encore. C'est inquiétant. Ça sent la dictature, et je n'aime pas ça non plus.

— Vous avez dit récemment qu'il fallait « casser du fellagha ».

— Exact. Je n'ai pas dit qu'il fallait « casser de la Régie Renault ».

C'est un homme de guerre que Bigeard, ce n'est pas un « activiste », encore moins un « fasciste ». Je le savais depuis Tébessa. La suite l'a prouvé.

Il est sans illusions sur les hommes politiques de la IVe République. Mais il ne souhaite pas les voir remplacer par les gens d'Alger, civils ou même officiers.

— Que le « grand » arrange tout ça, dit-il encore en se dirigeant vers sa jeep qui vient de s'arrêter devant l'hôtel.

Tandis qu'à Alger se déroulent les scènes de « fraternisation », c'est en métropole que réside à présent le centre d'intérêt ; il s'appelle de Gaulle.

Le 19 au soir, plus tôt que d'habitude, après tant de nuits brèves — vers minuit — je regagne l'hôtel Aletti, en compagnie d'Alain Raymond, qui suivra plus tard, pour l'A.F.P., la guerre du Viet-nam (où nous nous reverrons), et qui suivait alors, pour U.P.I., celle d'Algérie.

Mais il était dit que je ne dormirais guère...

Trois ou quatre policiers, à en juger par leur mine autant que par leur carte aussitôt présentée — mais comment distinguer, à Alger, en ces jours d'autorité de fait promue autorité légale, les vrais des faux parachutistes ou les vrais des faux policiers ? — m'intiment l'ordre de les suivre.

— Nous sommes chargés de nous assurer de votre personne, déclare l'un d'eux. Inspecteur Perez, précise-t-il.

Ça semble trop vrai. Mais, après tout, pourquoi ne s'appellerait-il pas Perez ? J'entends ne pas provoquer de scandale dans le hall de l'hôtel où j'ai eu juste le temps de pénétrer. Je suis les policiers, monte dans leur voiture, content tout de même de voir Alain Raymond relever le numéro du véhicule.

Direction Alger-Sahel. Encore. Mais, cette fois, c'est en pleine nuit et je me trouve coincé à l'arrière de la voiture qui fonce à toute allure à travers les rues désertes.

Les jeunes soldats d'Alger-Sahel sont surpris, désorientés par l'arrivée de ces civils.

— Le capitaine...

Je n'entends pas le nom que prononce un des policiers.



A Aïn-Taya, base arrière de parachutistes, Mannoni est conduit sous bonne garde à l'hôtel des Tamaris. « Mais il n'est pas de plus belle chambre pour un journaliste que celle où il dispose d'un téléphone. »

IATURE !


Le colonel Godard. Il dirige les services de la Sûreté nationale en mai 1958 et, à ce titre, tente d'expliquer à Eugène Mannoni, du *Monde*, appréhendé par des policiers et retenu à Aïn-Taya, que son but est de le soustraire « aux menaces d'éléments civils incontrôlés ».

Ch. Gouriche/Paris-Match

— Mais il n'est jamais là la nuit, répond un soldat. Il n'y a personne.

Les soldats nous entourent. Visiblement, ils jugent mes gardes suspects. L'un des garçons s'enhardit, un jeune campagnard :

— Et où le conduisez-vous, à cette heure ?

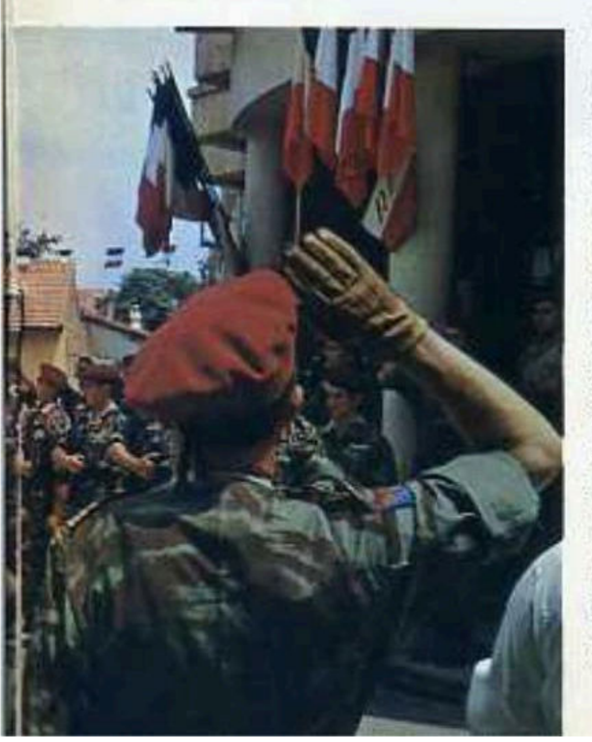
— C'est notre affaire.

Ne sachant trop quelle attitude prendre, j'affiche le calme. Ne pas avoir l'air de redouter quoi que ce soit. Ne pas être, non plus, passif. Je dis alors aux soldats, pour qu'ils le répètent :

— Je suis journaliste. Du *Monde*. Mon nom est Mannoni.

— Monsieur, je vous assure que ce n'est pas un guet-apens, dit alors un policier.

Mieux vaut que ce soit dit. Nous remontons en voiture. Je suis toujours à l'arrière, contre la portière droite. Il est près de 1 heure. Dans les rues, il n'y a que des chats. Nous repassons devant l'hôtel Aletti. Direction : aéroport. La route moutonnière. La plaque indicatrice : « Maison-Carrée. » C'est en l'apercevant de leur fourgon que Ben Bella et ses compagnons, après que leur avion eut été détourné, s'étaient rendu compte qu'ils se trouvaient non point à Tunis, mais bel et bien à Alger. Je pense à cette affaire : mon premier reportage en Algérie. Nous avons laissé Alger loin derrière nous. Nous sommes en pleine campagne. Où me conduit-on ? Je ne vais pas tarder à l'apprendre. Des projecteurs éclairent soudain la route. Un barrage de police. La voiture s'arrête.



Vous allez prendre un bain ?

Un agent jovial s'approche, jette un coup d'œil à la carte barrée de tricolore du conducteur et demande :

— Où allez-vous ?

— A Aïn-Taya.

— A Aïn-Taya ? Vous allez prendre un bain ? dit-il, hilare.

Sourires contraints de mes gardes. Je ne dis rien, convaincu que c'est inutile. Nous repartons.

— Ah ! m... ! Il fallait que ce c...-là nous voie ! grommelle le chauffeur.

La phrase est inquiétante. Moins pourtant qu'elle ne le semble. Le centre d'internement improvisé à Aïn-Taya devait rester secret. Mais ça, je ne le sais pas encore. Tandis que nous roulons de nouveau à toute allure, je m'interroge sur mon sort. « Balade en voiture » qui va se terminer dans un endroit désert ? Nous allons trop vite pour que je puisse ouvrir la portière et me laisse rouler. Je fume. On me laisse fumer. Ce que j'interprète comme un bon signe. On m'a toujours vouvoyé. C'est important aussi.

Je n'ai plus le temps de m'interroger. Nous voici, après avoir quitté la route et amorcé un virage dans un chemin, en pleine lumière. Nous nous sommes arrêtés dans une cour illuminée. Surgis de tous les coins, des paras nous entourent. Dans la clarté, d'abord insoutenable, j'aperçois la façade d'un hôtel : « les Tamaris. »

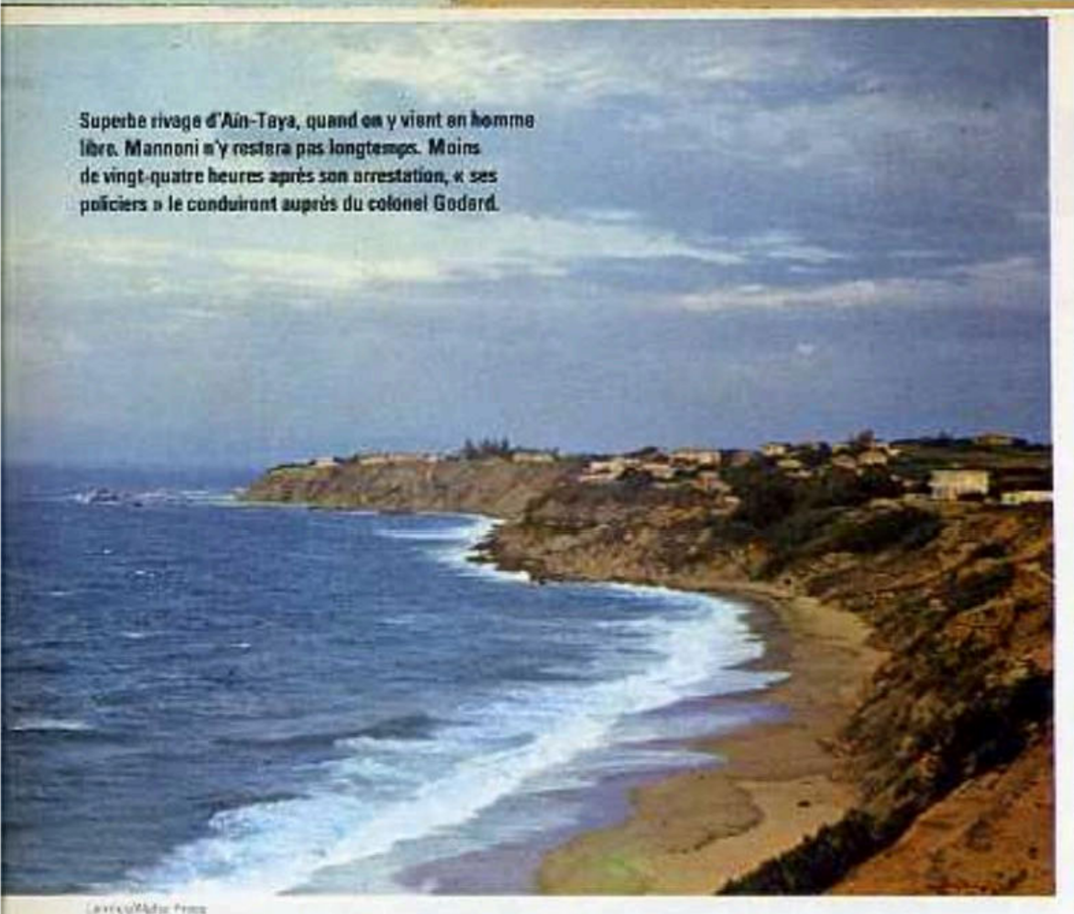
Ce sera mon hôtel-prison de luxe. Je suis accueilli par un capitaine d'infanterie de marine, « gérant » de l'établissement.

— Monsieur, dit-il, j'ai charge de vous garder. J'ignore pourquoi. Je suis contraint d'obéir aux ordres. Je vous demanderai de ne pas parler aux personnes qui se trouvent, comme vous, sous ma garde. Toute communication est interdite. Deux gendarmes resteront en faction devant la porte de votre chambre. C'est à eux qu'il faudra vous adresser. Je vous demande encore d'éviter tout geste ou tout mouvement qui pourrait être interprété comme une tentative d'évasion : je viens de prendre mes fonctions et ne connais pas assez les réactions de mes soldats...

Il est 2 heures. Au premier étage, à travers un couloir et des gendarmes debout devant les portes, je gagne ma chambre. On entend le bruit de la mer.

Je retrouve, à midi, au restaurant — qui ne parvient pas, malgré les gendarmes, à ressembler à un réfectoire — Mᵉ Gisèle Halimi. Sourires entendus de part et d'autre. A côté d'elle se trouve Mᵉ Braun : le métier d'avocat est dangereux en Algérie. Je vois, à une autre table, Chevrier, préfet d'Orléansville, frère de l'acteur Jean Chevrier, auquel il ressemble ; Vignon, préfet de Tizi-Ouzou ; Coutière, sous-préfet de Bouïra, qui m'avait offert l'hospitalité par une nuit d'hiver, en Kabylie, et un autre « pensionnaire » que je ne connais pas : un officier, apprendrai-je plus tard.

Bref, se trouvent ici des « suspects » auxquels on reproche soit leur « progressisme », soit leur refus de s'incliner devant les comités de salut public des chefs-lieux de département. Mais à moi, que me reproche-t-on ? Evidemment (bien qu'on ne me le dise pas), certains ▸


Superbe rivage d'Aïn-Taya, quand on y vient en homme libre. Mannoni n'y restera pas longtemps. Moins de vingt-quatre heures après son arrestation, « ses policiers » le conduiront auprès du colonel Godard.

Godard : "avouez que votre cas est unique !"

de mes articles et mon appartenance au *Monde*, journal qui provoque alors, chez les activistes civils ou militaires, des sentiments ambigus faits de respect et d'hostilité, d'intérêt et de ressentiment.

Il me souvient d'avoir écrit des articles qui m'ont valu des inimitiés en même temps que des remerciements : « la Famine organisée », par exemple, titre d'un reportage sur le « bouclage » de la Grande Kabylie, ou « l'Opération para », qui apportait, dès 1957, témoignages directs à l'appui, quelques révélations rares, à l'époque, sur la pratique de la torture comme moyen de renseignement. J'avais dit, avant que cet article parût, à l'officier de presse du général Massu, le capitaine Lemaire, dont je respectais la loyauté et appréciais l'ouverture d'esprit, que force m'était de tout écrire : l'atrocité du terrorisme urbain, mais aussi le reste. J'entends encore son : « Ah ! bon », accompagné d'un douloureux sourire.

Je n'avais, je crois, négligé aucun des drames algériens, aucun des protagonistes : des colonels de parachutistes aux bourgeois musulmans, des « libéraux » aux « ultras », des Européens de Belcourt aux fellahs du Constantinois. Que serait un reporter qui ne dirait pas ou n'essaierait pas de dire, sans haine, toutes les vérités ?

Je pensais à tout cela, à Aïn-Taya. Mais pas trop. Je caressais déjà des projets de fuite. L'hôtel était, certes, confortable. Mais il n'est pas de plus belle chambre pour un journaliste que celle où il dispose d'un téléphone. Or cela m'était refusé. Mais je n'allais y rester que très peu de temps.

Le 20, en début d'après-midi — moins de vingt-quatre heures après avoir été appréhendé — l'inspecteur Perez, encore et toujours lui, me demanda de le suivre : le colonel Godard me convoquait.

Le colonel Godard était devenu le directeur de la Sûreté nationale. « Un peu lourd, très costaud, il est tout en muscles [...] ; son visage s'éclaire de fugitifs mais beaux sourires lorsqu'il se détend [...]. Toutefois, réfléchi au point de manquer de spontanéité. »

C'est ainsi que le voit Jacques Massu dans son livre *la Vraie Bataille d'Alger*.

" Tout compte fait... "

Le colonel Godard est détendu. Donc, « fugitifs mais beaux sourires ». Il a été contraint, m'explique-t-il, de me « placer sous sa sauvegarde » pour me soustraire aux « menaces d'éléments civils incontrôlés ». Il pense que la « protection » dont j'ai besoin ne nécessite pas, « tout compte fait », mon maintien à Aïn-Taya. Il se fait fort de garantir ma « sécurité » en me faisant escorter à Alger même par deux inspecteurs...

— Je vous demande mon rapatriement en métropole.

Il a l'air surpris.

— Je ne suis pas en état d'arrestation ?

— Non, pas du tout.

— Eh bien, alors ?

— Ça m'ennuie, dit-il. (*Il se frotte le menton.*) C'est qu'à la réflexion vos articles me semblent objectifs.

Je lève un peu les bras, geste qui signifie : « Bon. Tant mieux ! Et après ? »

— On va en déduire, à Paris, dit-il, que la presse, ici, n'est pas libre.

— En ce qui me concerne, mon colonel, ce ne sera pas faux...

— Avouez que votre cas est unique, tout de même !

Je lui fais doucement observer que, ce cas étant le mien, il m'intéresse...

— Je ne suis plus en état, lui dis-je, de travailler ici pour le moment. Mes reportages pourraient paraître dictés par le ressentiment ou par les pressions. De toute manière, je n'écrirai plus rien. Alors, laissez-moi partir.

Le ton du colonel Godard change alors un peu et il a recours à un argument qui me déplaît :

— Mais croyez-vous, dit-il, que votre directeur, M. Beuve-Méry, acceptera votre décision ? Vous ne craignez pas que... ?

— Je ne crois pas, dis-je, et de toute façon, je ne tiens pas à être journaliste à tout prix.

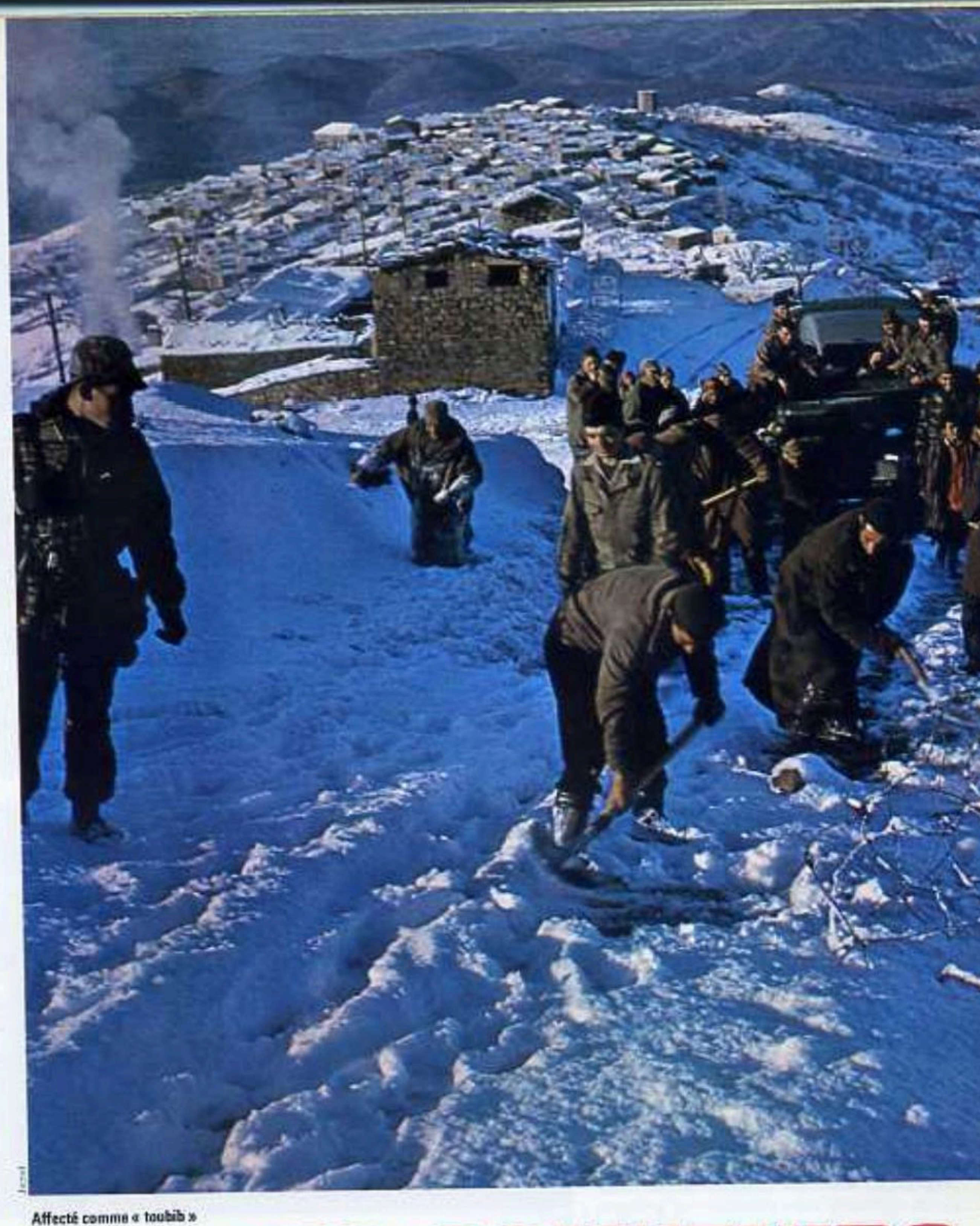
Je lui suggère mon remplacement à Alger par un autre envoyé spécial du *Monde* à qui il n'arriverait pas, bien sûr, les mêmes mésaventures qu'à moi.

Il accepte la transaction. *Le Monde* désignera Alain Jacob, aujourd'hui son envoyé spécial à Moscou. J'attendrai encore quelques jours l'autorisation de quitter l'Algérie, que finira par me donner, d'assez mauvaise grâce, un officier de la Sûreté nationale, le capitaine de La Bourdonnaye.

C'est au commandant Denoix de Saint-Marc et à ses interventions auprès du général Massu que j'avais dû ma libération rapide ; le même Denoix de Saint-Marc qui devait offrir aux généraux putschistes du 21 avril 1961 le fer de lance de son 1er R.E.P. H

E. MANNONI


Me Gisèle Halimi, avocate parisienne, qui a assuré ▶ à Alger la défense de membres du F.L.N., est conduite elle aussi à Aïn-Taya, avec Me Braun.



Affecté comme « toubib » en Kabylie, l'auteur de ces lignes va découvrir la vie difficile et solitaire d'un petit poste cerné par la guerre. Deux jours de route pour y arriver. « J'aperçois enfin le camp, en contrebas, près de l'oued. Une murette, avec des tours de guet placées aux quatre coins, entoure des bâtiments en tôle ondulée. » L'infirmerie n'est qu'un gourbi. A deux pas, un village pris entre deux feux : Tala-N'Taghrast...

LES SOUVENIRS D'UN TOUBIB

Pour rejoindre la 2e compagnie à laquelle je suis affecté, il faut d'abord se rendre au camp des chasseurs alpins, qui gardent le col d'Agouni-Gouhrane. Ce camp est installé au milieu d'une forêt de magnifiques sapins. Le P.C. est logé dans une ancienne maison forestière, autour de laquelle sont disposés les marabouts où dorment les hommes.

Une jeep de la 2e compagnie m'y attend. C'est une chance, car la piste est normalement impraticable. Seuls des convois de mulets peuvent assurer la ▶

"le capitaine utilise son casque en guise de salle de bains..."



liaison avec la 2e compagnie, mais les derniers jours de soleil ont asséché la terre. Après deux heures de route, marquées de divers enlisements, j'aperçois enfin le camp en contrebas, près de l'oued. Une murette, avec des tours de guet placées aux quatre coins, entoure des bâtiments en tôle ondulée. Nous traversons le petit village de Tala-N'Taghrast, qui semble abandonné par ses habitants, avant de l'atteindre.

Le capitaine commandant la 2e compagnie me reçoit et me conduit cérémonieusement à notre demeure : c'est un gourbi sans fenêtre, au sol en terre battue. Il est meublé de deux lits de camp et de deux étagères branlantes. Le toit est si bas que nous sommes contraints de nous plier en deux pour y entrer et y circuler.

— Ce n'est peut-être pas très confortable, me console le capitaine, mais au moins nous sommes à l'abri du tir des fells. Oui, ils ont l'habitude de venir nous arroser du village avec leurs F.M.

Pour compléter la description de notre palace, je dois ajouter au mobilier déjà mentionné, une table boiteuse, deux tabourets, un poêle et une cantine en fer, où est rangé le contenu des colis envoyés de France — beurre, gâteaux, confitures —, un fusil lance-grenades, des grenades à main, un pistolet mitrailleur et un fusil de chasse. Les mauvaises langues m'ont déjà prévenu que le capitaine fait, aussi, la guerre aux perdrix qui pullulent dans la région. Aucun de ces volatiles ne figure pourtant au menu du dîner de gala organisé en mon honneur, que le soldat, qui nous sert d'ordonnance, nous apporte à 17 heures : des boîtes de conserve froide.

A 18 heures, la nuit est tombée. Au cours de la veillée, au coin de la lampe à pétrole, le capitaine me fait ses confidences. Il est sorti d'une école du génie. Il est resté célibataire. Il n'a aucune famille. Il a l'air d'un brave type ayant toujours vécu dans un tout petit cercle d'habitudes et de connaissances et que l'évolution du monde n'a jamais intéressé.

Un jus infâme

J'apprends qu'une section est détachée à Tibecharen, petit village situé en contrebas de notre forteresse. Elle est commandée par le lieutenant Pierre. Nous sommes reliés avec lui par un téléphone de campagne et au reste du monde, au moyen de messages radio avec la section de Tigzirt.

◄ La Kabylie, en hiver. La plupart des pistes sont inaccessibles et impraticables. On n'y circule qu'à pied ou à dos de mulet. Image insolite de la guerre d'Algérie. Pourtant, des unités ont « pitonné » pendant des semaines sans autre lien avec le monde que le relais radio ou, parfois, un hélicoptère.

Détachés sur la ► neige, quelques arbres et la verdure des tenues camouflées. A 18 heures, la nuit tombe. Le froid est aussi intense dans les cagnas que sur les pistes. Et des chacals hurlent toute la nuit. Pour un jeune toubib qui pensait au grand soleil de l'Algérie...

◄ La seringue et le fusil ! Pour soigner les malades d'un village proche, le « toubib », armé, se fait accompagner par une patrouille. Partout, un fellagha peut se cacher.



Un paysage préalpin. ► Rien que le silence, la neige, sous un ciel immuable. Les « fells » ? Ils se font rares par les temps de froidure. Ils ont rejoint leurs caches.

Je dors très mal. Il fait froid et je n'ai pas assez de couvertures. Autour de nous, des chacals hurlent. Une souris gratte le mur à la tête de mon lit.

A 5 heures, les coqs du village se mettent à brailler.

A 6 h 30, enfin, c'est le clairon du réveil.

L'ordonnance nous sert, au lit, un jus infâme. Il faut se lever — ce qui est une façon de parler, car il est impossible de se tenir debout dans notre cagibi et même de remuer un bras entre le poteau de soutien du toit et le tuyau du poêle. La toilette se fait dehors, dans une vieille boîte de biscuits posée à terre. Comme il fait très froid, elle se limite aux parties essentielles. La nécessité d'un rinçage n'a pas été envisagée. Aucune douche n'existe au camp. Le capitaine, lui, utilise son casque en guise de salle de bains. Tandis qu'il part inspecter le camp, je vais rejoindre mon poste à l'infirmerie.

Infirmerie signifie, ici, coin du dortoir de la troupe occupé par le lit de l'infirmier. Sous ce lit, deux cantines-infirmerie vides, à l'exception de quelques très rares médicaments.

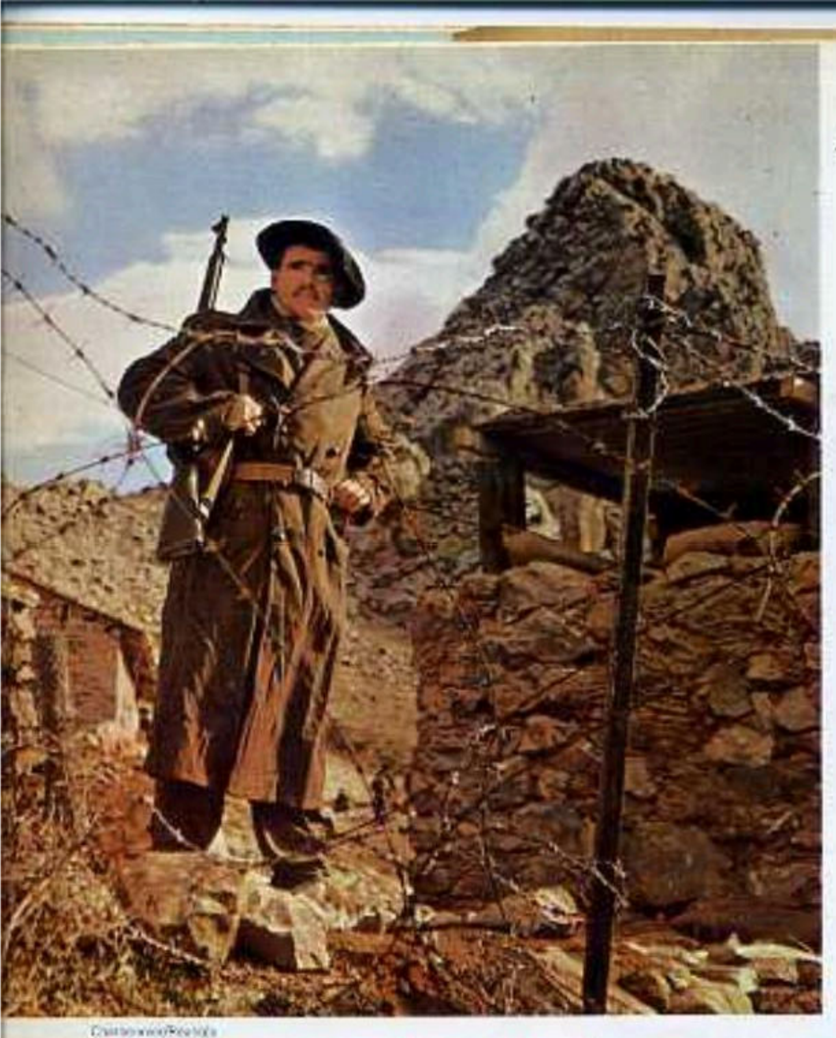
Le dortoir lui-même est le « grand » bâtiment en tôle ondulée que j'ai aperçu en arrivant. Vu de l'intérieur, et compte tenu du nombre des lits qui y sont entassés, il paraît beaucoup plus petit.

Trois patients figurent la file d'attente. Un soldat et deux musulmans. L'un de ceux-ci a pensé à mes honoraires : il a apporté quatre œufs, qui constituent dans son esprit le tarif d'une piqûre intraveineuse, dont la prescription remonte à avant le déluge.

Le lieutenant Pierre, MAT sous le bras !

Le moment est venu, d'après l'horaire, de faire mon tour du camp fortifié. Les sous-officiers se sont aménagé un petit baraquement, moins protégé que le nôtre, mais qui, en comparaison, est clair et confortable. L'armurerie et le poste radio sont installés à l'intérieur d'un réduit fait de pierres plates. Deux citernes d'eau douce assurent une certaine indépendance par rapport à la source qui jaillit quelques centaines de mètres plus bas. Enfin, il y a le foyer du soldat. Ses dimensions impliquent que les réjouissances et achats se passent entièrement en dehors de ses murs. Les produits offerts consistent, essentiellement, en lames de rasoir et en rouleaux de pellicules format standard.

A midi, c'est l'arrivée du lieutenant Pierre, sa MAT sous le bras. Encore que quotidienne, elle constitue l'événement de la journée. Le lieutenant Pierre est un appelé, sympathique au premier abord. Il est blond, l'œil clair, avec un magnifique collier de barbe encadrant

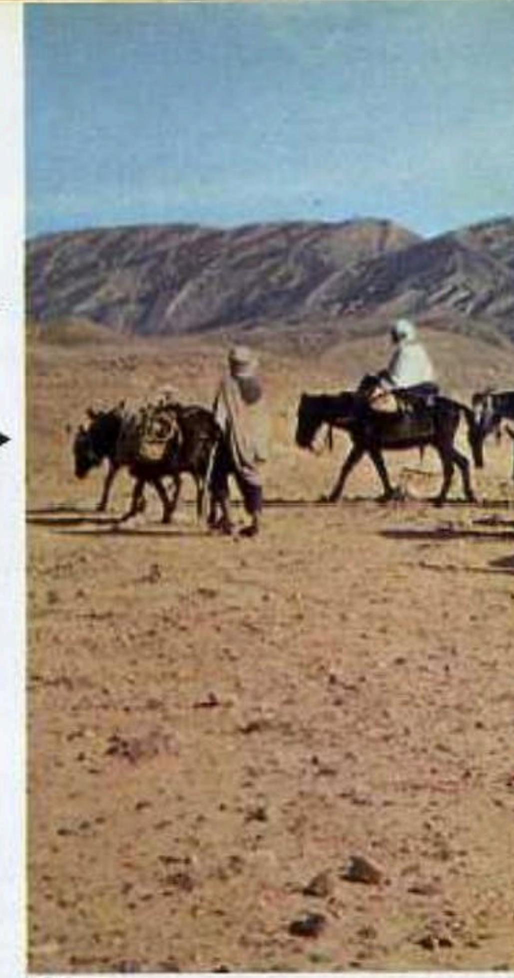


Claraquin/Rapho

◄ Ici, tous les petits postes se ressemblent. Barbelés, sacs de sable, sentinelle, entrée en chicane et mur d'enceinte. Des gourbis où le moindre espace abrite les armes...

Des caravanes passent ► parfois, descendant des hautes terres le grain pour le village. Image paisible qui ferait volontiers oublier qu'il y a la guerre et que des hommes meurent.

Ici, c'est une infirmerie « de luxe », quand on songe que certains toubibs n'avaient qu'une table branlante et pas d'eau courante. Ils allaient soigner « à domicile »... ▼



M. Jarnoux

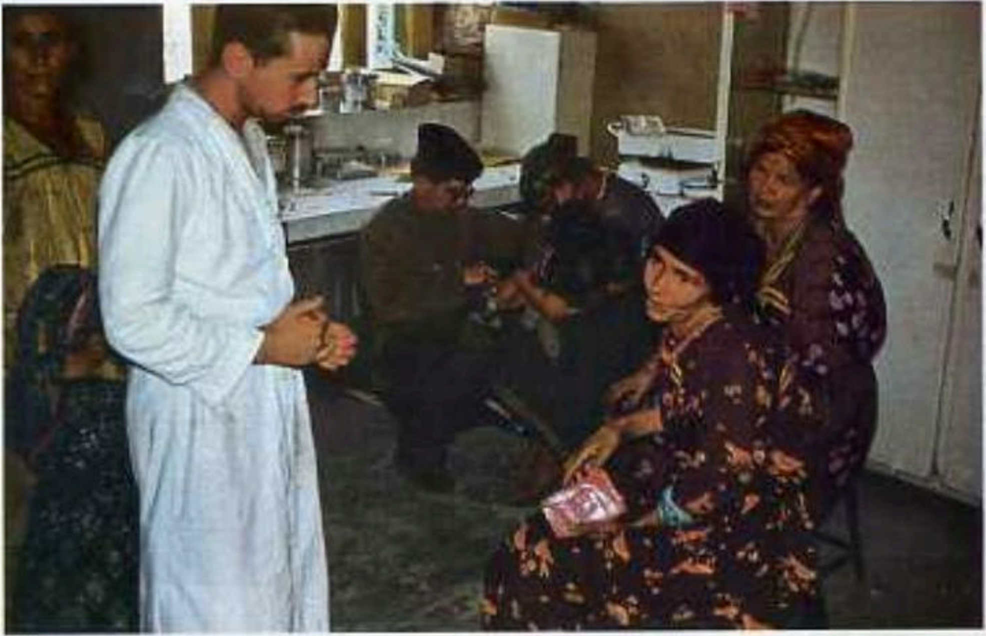
j'ai l'impression que le village m'a adopté

un visage ouvert. Il m'apprend qu'il a commencé Architecture, mais que ses occupations actuelles lui en ont fait passer un peu le goût.

— On t'attend impatiemment en bas, m'indique-t-il. Les comprimés d'aspirine commencent à manquer aux bougnoules.

Après le déjeuner, nous organisons une expédition à Tibecharen. J'emmène avec nous l'infirmier, qui emporte la trousse de petite chirurgie et la majeure partie de notre pharmacie dans une musette. Nous sommes armés jusqu'aux dents : la forêt proche est réputée être infestée de fellaghas.

Nous prenons un petit chemin qui serpente entre les rochers et les buissons : le camp de Pierre est à peine à 500 mètres. Il est gardé par une sentinelle en armes, qui scrute sans arrêt les alentours à la jumelle. Il nous faut traverser en zigzag un double réseau de barbelés pour pénétrer, par une entrée en chicane, dans une enceinte de pierres et de sacs de sable. Deux des coins du camp sont, de plus, recouverts de tôle ondulée. Un marabout sert de chambrée à une quinzaine de soldats. Pierre et ses deux sous-officiers sont logés dans un petit réduit en rocaille où, comme dans le nôtre, on ne peut se tenir qu'assis ou couché. Le moindre espace libre est occupé par les armes, les munitions et les objets personnels, parmi lesquels



Jacir

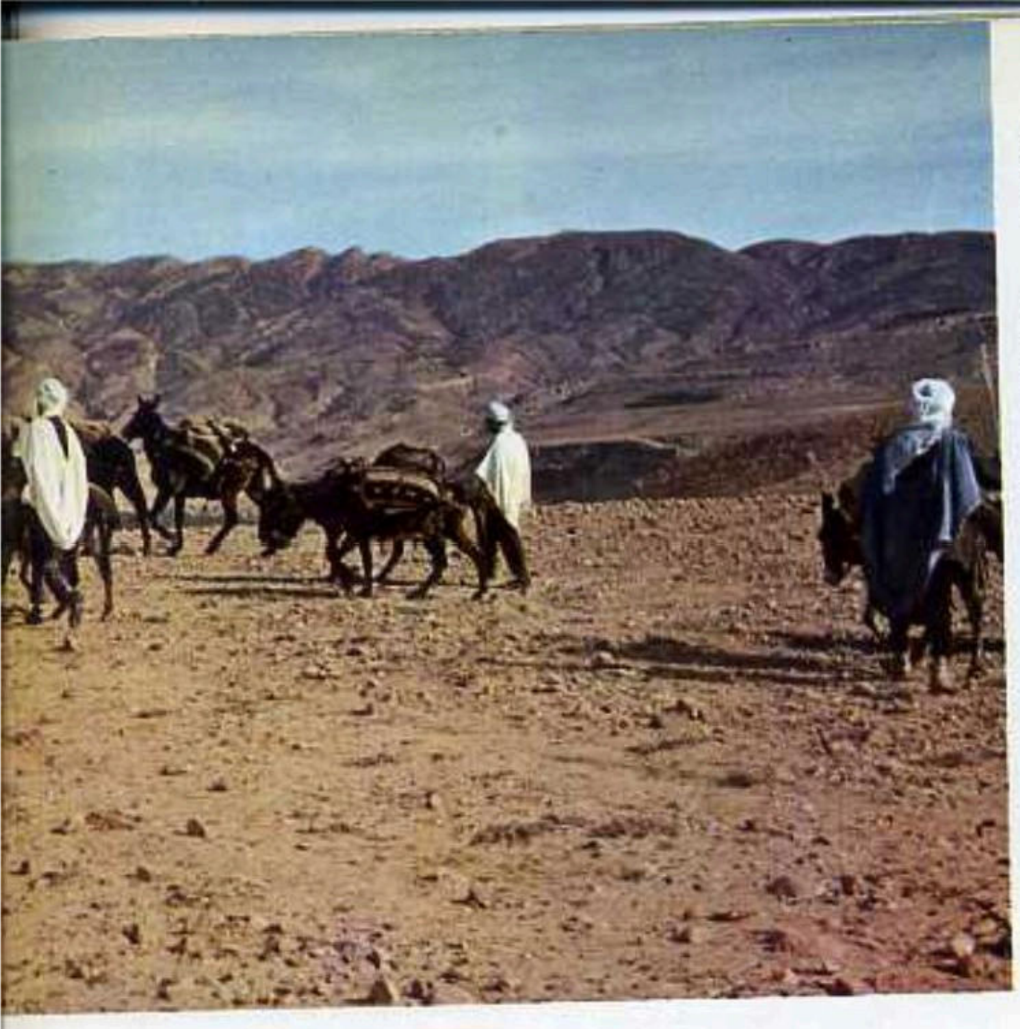
figure, en première place, un poste à transistors, qui diffuse des chansonnettes.

La voie étant déclarée libre, nous descendons vers le village.

Tibecharen est plus petit que Tala-N'Taghrast, mais construit sur le même modèle : on y retrouve la place centrale, entourée de petites maisons basses et sombres, protégées par des cactus ou des épineux. Le village possède un forgeron, ce qui est exceptionnel dans ces montagnes.

Notre arrivée a été signalée et je suis accueilli par le chef du village. Il a rassemblé quelques « volontaires malades » que je dois examiner sur place. Pas de problème pour les enfants ; les hommes adultes se laissent à peu près faire ; pour les femmes, c'est autre chose : l'auscultation doit se passer à l'intérieur d'un gourbi noir et nauséabond.

Nous rentrons à mon camp. Il me reste du temps pour fouiner dans le magasin d'armement où je découvre un magnifique seau en toile et différents outils. Je me mets, immédiatement, au travail, avec l'aide de quelques compagnons, venus me rejoindre. J'installe des sanitaires somptueux, c'est-à-dire : une douche, réalisée en faisant basculer,



au moyen d'une ficelle, le seau suspendu à un échafaudage de fortune, quelques planches, posées à terre, recouvrant une rigole, pour l'écoulement des eaux usées, le tout entouré de la toile de tente de mon paquetage, pour me mettre à l'abri des courants d'air. Notre poêle à bois, pourvu d'une énorme marmite, fera fonction de chauffe-bain. J'inaugure mon installation en profitant des derniers rayons du soleil et me voilà frais et dispos, comme je ne l'ai jamais été depuis mon départ de Bordeaux.

Couscous en mon honneur !

Ce matin, j'accompagne le capitaine à Tigzirt. J'en profite pour faucher au médecin du P.C. tout ce que je peux trouver comme matériel et médicaments et faire une importante commande à Tizi-Ouzou, dont nous dépendons.

Je me hâte de me rendre à Tibecharen, où je suis attendu par une grande affluence de consultants.

L'état sanitaire du village laisse beaucoup à désirer. Les habitants vivent sans aucune hygiène et se nourrissent d'une poignée de semoule et de quelques figues sèches. Le chef du village m'invite à un grand couscous organisé en mon honneur. Mon palais de Francaoui n'apprécie guère la sauce, terriblement épicée, où nagent cinq ou six pois chiches et deux ou trois morceaux de carotte, mais son intention me touche...

Aujourd'hui, la séance médicale, au village de Tibecharen, s'est encore terminée à la nuit tombée. J'ai l'impression d'avoir été entièrement adopté par le village. On m'a offert, avec beaucoup de gentillesse, un poulet (probablement l'un des coqs qui s'évertuent à rompre mon sommeil aux premières lueurs du jour). Si notre cuistot va finir par faire des heures supplémentaires, je pourrai, en revanche, bénéficier d'un supplément de repos.

Je m'endors au son du message radio, épelé selon le code rituel, car c'est l'heure de la liaison biquotidienne avec Tigzirt. Brutalement, deux rafales de mitraillette crépitent. Le capitaine, réveillé en sursaut, bondit dehors avec son lance-grenades. En interprétant ses hurlements, je comprends qu'une sentinelle a aperçu des signaux lumineux sur la montagne et, au lieu d'aller le prévenir, a tiré sans se rendre compte de la distance.

Le capitaine rentre furieux :

— Toujours aussi bêtes, ces pauvres gars ! Avec leur doigt trop prompt sur la détente, ils finiront par causer un accident. Encore une occasion perdue pour expérimenter le « lance-patates », que j'ai revu et corrigé !

Le lendemain, la moitié de la compagnie part rejoindre le bataillon pour une opération de quarante-huit heures.

Un tueur de seize ans !

Ce n'est pas une raison pour que j'interrompe mes consultations quotidiennes. Mes thérapeutiques commencent à faire leur effet et je passe pour un faiseur de miracles, encore que je ne puisse guère en faire avec les moyens limités dont je dispose. Certains cas nécessiteraient une hospitalisation, mais il n'est pas question d'envoyer même un enfant à Tigzirt.

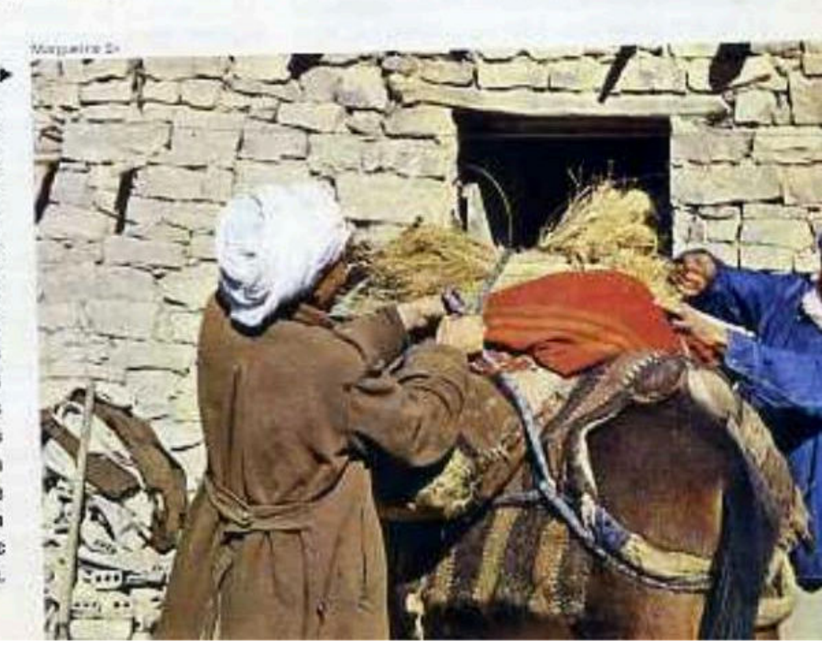
— Bah ! qu'est-ce ti veux ? C'est comme ça ! Inch Allah ! me répond un père, à qui j'explique la gravité de la pneumonie de son nourrisson.

Je redoute surtout l'urgence chirurgicale qui me trouverait désarmé avec les moyens dont je dispose.

A mon retour au camp, de nouveau une sentinelle tire : elle a aperçu une lumière suspecte près de Tibecharen.

Au loin, une fusillade s'est prolongée pendant plusieurs heures : sans doute l'opération en cours.

A ma consultation, on amène un habitant blessé d'un coup de couteau : il refusait d'exécuter les ordres des rebelles. Je dois suturer la profonde blessure. Une patrouille a capturé son agresseur. Il est bien jeune : seize ans, peut-être — mais j'en ai vu, à Tigzirt, un plus jeune encore qui avait égorgé deux soldats !... Le prisonnier est attaché à la citerne d'eau potable en attendant qu'il soit possible de le conduire au P.C. Il ▶



Deux montagnards ▶ chargent de fourrage le bât de leur mulet. Dans ces hautes terres, le bétail représente toute la fortune des habitants. Ce peuple de pasteurs se préoccupe plus de la santé de ses bêtes que de sa propre santé. La plupart de ces villageois vivent sans aucune hygiène dans des gourbis malpropres et n'ont jamais vu un médecin. La guerre sera pour eux l'occasion d'un contact avec la médecine moderne.



Alain de Maupéou

◄ Entre Tigzirt et Tizi-Ouzou, le col d'Agouni-Gouhrane, d'où il faudra descendre un blessé à Tizi-Ouzou, à pied, car la piste est impraticable. Sept hommes l'emporteront. Il pourra être opéré à temps et sauvé.

... je suis désormais le " toubib de la 2e "

paraît épuisé, aux limites de la résistance physique, mais, buté et silencieux, il refuse de se laisser examiner.

Au soir, une section sous le commandement de Pierre part en renfort, pour une opération qui est en cours de l'autre côté de la montagne, où l'on entend les coups sourds des mortiers et des rafales d'armes automatiques.

Il paraîtrait qu'un fort groupe de rebelles est bloqué dans une caverne et qu'il est nécessaire d'effectuer un bouclage serré avant la nuit, qui permettrait aux fellaghas de s'échapper.

Dans l'après-midi, je me rends à Tala-N'Taghrast. Je discute des événements avec le chef du village, venu se faire soigner et qui parle très bien français. C'est un vieillard rusé. Bien qu'il se défende de payer l'impôt aux fellaghas et qu'il les maudisse, devant nous, il est certain qu'il est en liaison avec eux. Avec nous, il est très prévenant, toujours prêt à nous offrir le couscous, mais c'est tout juste s'il a entendu parler d'une rébellion ! En tout cas, il n'est pas du tout au courant des rebelles de la forêt et de leurs mouvements nocturnes à proximité de son village.

La section de Pierre revient le soir.

— L'affaire a été dure, me raconte-t-il. Vingt rebelles tués, après un combat acharné. Quatre morts et de nombreux blessés de notre côté. Mais je ramène les nôtres indemnes. Pourtant les fellaghas étaient prévenus : camouflés dans les buissons, ils ont « allumé » à bout portant les types de tête, puis ils ont filé. Je suis convaincu que beaucoup ont réussi à se faufiler malgré notre bouclage.

La nuit, Pierre nous informe par téléphone que des lumières se déplacent à nouveau des deux côtés de son camp. Le capitaine expédie quelques obus de mortier et a enfin l'occasion d'expérimenter son « lance-patates », ce qui fait éteindre rapidement tous les feux. Il est évident que le campement de Pierre est très vulnérable. A cent mètres de lui, un petit cimetière musulman le surplombe. Un simple tir de F.M. pourrait faire de gros dégâts dans le marabout où logent ses gars. Les sentinelles s'énervent au moindre mouvement, au moindre bruit suspect.

Une ombre : la sentinelle !

Ce matin, le capitaine est convoqué à Tigzirt. Je l'accompagne pour récupérer le maximum de médicaments. Nous déjeunons avec les officiers de l'E.-M., dans un mess rudimentaire, mais qui paraît un luxe à nos yeux. On devient vite sauvage. Cela fait longtemps que j'ai renoncé à ma douche, pour me contenter de la toilette du chat, dans ma vieille boîte à biscuits.

Nous revenons à la fin de l'après-midi et, à 19 heures, les sujets de conversation avec le capitaine étant épuisés, je souffle la flamme de notre lampe à pétrole.

Nous avons à peine dormi deux heures que la fusillade recommence à Tibecharen.

Une demi-heure plus tard, on frappe à la porte pour prévenir le capitaine qu'une section du bas vient me chercher. Il y a un blessé et la ligne téléphonique est coupée. Je m'habille précipitamment, prends la trousse d'urgence et emmène l'infirmier.

Le blessé est étendu sur le lit de Pierre. Il a deux balles de P.M. au haut de la cuisse gauche. Elles sont ressorties du côté droit après un trajet intra-abdominal. Il perd du sang par l'anus et souffre atrocement de la jambe. Aucun doute : lésion sciatique et perforation intestinale. La blessure la plus difficile à soigner. Elle ne laisse que quelques heures pour une intervention chirurgicale valable. Le coupable n'est pas un fellagha, mais l'un des nôtres : des lumières ont été signalées du côté du petit cimetière. Les soldats étaient en alerte. L'un d'entre eux a tiré sur une ombre à l'entrée du camp. Malheureusement, c'était une sentinelle qui venait d'être relevée de sa garde et qui rentrait en courant.

Impossible d'obtenir un hélicoptère, à cause du brouillard et de la nuit. Les chasseurs alpins nous envoient un convoi armé. Il reste bloqué dans un bourbier de la piste muletière. Je prends sept types avec moi pour emporter le blessé.

A 5 heures, nous sommes à l'hôpital de Tizi-Ouzou, où toute l'équipe chirurgicale, prévenue par téléphone, prend le blessé en main. Il a eu beaucoup de chance de ne pas continuer à saigner, car il m'eût été impossible de faire quoi que ce fût.

Nous regagnons notre camp le lendemain matin et annonçons la bonne nouvelle : l'intervention s'est déroulée normalement et le blessé va bien.

Le capitaine, qui n'avait pas fermé l'œil de la nuit en pensant au blessé et à nous, en profite pour placer une de ses engueulades habituelles : il compte que désormais ses ordres seront suivis et que l'on ne tirera plus n'importe comment sur n'importe qui.

Je suis le grand bénéficiaire de cette affaire : le « médecin des bougnoules » est désormais connu dans tout le secteur comme le « toubib de la 2e. » H

S. de LA ROCHE

Insigne non homologué d'une antenne chirurgicale en Algérie. Clystère et chapeau pointu. Le grand Molière aurait sans doute beaucoup aimé. ►



HISTORIA magazine

Hebdomadaire
paraissant tous les lundis
Éditions Jules Tallandier

Directeur de la publication : *Maurice Dumoncel*
Directeur des périodiques : *Georges Mazoyer*

Directeur : *Yves Courrière*	Dessinateur : *John Batchelor*
Conseiller auprès de la Direction : *Général Beaufre*	Fabrication : *Roger Brimeur*
Rédacteur en chef : *Jean Fontugne*	Secrétariat de la rédaction : *Brigitte Le Pelley Fonteny*
Adjoints : *Jacques Kohlmann* *Marie Elbe*	Adjoint : *Charles Meyer*
Chef service photo : *François Wittmann*	Directeur de la promotion : *Jacques Jourquin*
Directeur des publications Historia : *Christian Melchior-Bonnet*	Assistantes : *Chantal de Pinsun* *Françoise Rose*
Administration : *Christian Clerc*	Relations publiques : *Claude Bénédick*
Maquettiste : *Edmond Fréson*	Abonnements : *Jean-Loup Pellé*

RÉDACTION-ADMINISTRATION :
Librairie Jules TALLANDIER
17, rue Remy-Dumoncel, PARIS-14°. **Tél. 707-17-89.**
Télex 21311; Public Rât. 581.
Prix de vente au numéro : France, 3 F. — Belgique, 30 FB. Suisse, 3 FS.

ABONNEMENTS

FRANCE : 61, rue de la Tombe-Issoire, PARIS-14°. Tél. 707-17-89. CCP « HISTORIA MAGAZINE » Paris 2778-70 ou chez votre dépositaire.
BELGIQUE : S.A. FEMMES D'AUJOURD'HUI 65, rue de Hennin, B 1050 BRUXELLES. - Tél. 47-69-29. CCP BRUXELLES 1882-34.

Tarif :
1° 6 mois - 24 numéros.
67 FF - 670 FB - 67 FS - Autres pays : 82 FF.
2° 1 an - 48 numéros.
123 FF - 1 230 FB - 123 FS - Autres pays : 153 FF.
3° 1 an - 48 numéros, 3 reliures dont 1 gratuite.
159 FF - 1 590 FB - 159 FS - Autres pays : 198 FF.
4° 2 ans - 96 numéros, 6 reliures dont 2 gratuites.
302 FF - 3 020 FB - 302 FS - Autres pays : 350 FF.

RELIURES :
FRANCE : 18 F chez tous les dépositaires de France.
BELGIQUE : 195 FB chez les dépositaires ou auprès de l'A.M.P., 1, rue de la Petite-Ile, 1070-BRUXELLES CCP 416-59.
SUISSE : 18 FS chez tous les dépositaires.

NOTE A NOS ABONNÉS :
1° Les abonnements peuvent être pris à partir du n° 194 (nouvelle série Historia Magazine-Guerre d'Algérie) ou du numéro en cours.
2° Les souscripteurs au tarif n° 4 s'engagent pour la totalité de la collection. Ils ont la possibilité d'effectuer leur règlement en deux fois : à la souscription : 157 FF - 1 570 FB - 157 FS - Autres pays 180 FF ; au 48° numéro : 157 FF - 1 570 FB - 157 FS - Autres pays 180 FF.
3° Tout souscripteur ayant choisi notre tarif avec reliures recevra avec ses premiers numéros les 3 reliures nécessaires pour relier 48 numéros.
4° La publication est hebdomadaire, mais en juillet et en août il ne paraîtra que deux numéros par mois.
5° Toutes nos revues sont expédiées sous carton fort et bénéficient par conséquent d'un maximum de protection.
6° Pour toute correspondance relative à votre abonnement (changement d'adresse, réclamation, renouvellement), envoyez-nous l'étiquette collée sur notre dernier envoi, elle porte toutes les références vous concernant.
7° Toute demande de changement d'adresse doit être accompagnée de 2 F en timbres.

CHRONOLOGIE
(15 au 30 juin 1958)

FRANCE

18 : au cours d'une visite à Paris, Winston Churchill reçoit la croix de la Libération.
18 : crise politique en Nouvelle-Calédonie.
21 : réorganisation du marché des changes.
23 : échange de messages entre le pape et le général de Gaulle.
24 : Malraux : « Il y a aujourd'hui des hommes qui souhaitent la République sans le général et d'autres qui souhaitent le général de Gaulle sans la République. Mais la majorité des Français souhaite à la fois la République et le général de Gaulle. »
25 : ordonnance sur le rapatriement des avoirs français à l'étranger.
27 : allocution radiodiffusée du général de Gaulle : « Les affaires de la France sont difficiles, mais, hier, elles semblaient insolubles. Aujourd'hui, non. »
30 : entretiens franco-britanniques à Paris.

AFRIQUE DU NORD ET MOYEN-ORIENT

16 : le général Massu nommé préfet d'Alger.
17 : conférence réunissant l'Istiqlal, le Destour et le F.L.N. à Alger.
17 : accord franco-tunisien sur l'évacuation des troupes françaises.
17 : Dag Hammarskjoeld en visite au Liban.
21 : communiqué Nasser-Nkrumah.
22 : retour de l'ambassadeur de France à Tunis.
24 : fin du boycott d'Air France en Syrie.

AMÉRIQUE

16 : accord de coopération atomique américano-japonais.
20 : le président Kubitschek propose une conférence des chefs d'État américains.
21 : levée de l'état de siège en Bolivie.
21 : le premier ministre Diefenbaker invite le général de Gaulle au Canada.
30 : après un vote du Sénat, l'Alaska devient le 49e État des États-Unis.

ASIE

20 : troubles au Tibet.
23 : accord indo-américain (prêt de 35 millions de dollars à l'Inde).
24 : retrait de volontaires chinois de Corée du Nord.

EUROPE

16 : Imre Nagy et le général Maleter exécutés en Hongrie.
19 : remaniements au présidium du comité central du parti communiste de l'U.R.S.S.
19 : démission du gouvernement Zoli en Italie.
19 : procès de socialistes catalans à Barcelone.
19 : Ankara rejette le plan britannique sur Chypre. Trois jours plus tard, Athènes le repousse à son tour.
23 : le roi du Népal en visite à Moscou.
27 : réunion des partis communistes européens à Berlin-Est.

NOTRE PROCHAIN NUMÉRO



LE F.L.N. S'ORGANISE EN FRANCE

Sommaire

Imprimé en France - Imp. GEORGES LANG, 11, rue Curial, Paris. Dépôt légal 4e trim. 1972. — N° d'imp. C. 70. Librairie Jules Tallandier, Paris N° 2040
Directeur responsable de la publication : Maurice DUMONCEL.
N° 261 - 13 novembre 1972.

HISTORIA
magazine

L'ÉCHO D'ALGER

Samedi 7 Juin 1958

20 francs

Fier de l'extraordinaire accueil d'Alger, de l'Est algérien et, hier, d'Oran et Mostaganem

En page 12 : Notre reportage photographique d'ORAN et MOSTAGANEM

LE GÉNÉRAL DE GAULLE EST RENTRÉ A PARIS

AVEC LA CERTITUDE QUE « LA FRANCE EST ICI ! »

A l'armée d'Algérie :

" JE VOUS RENOUVELLE TOUTE MA CONFIANCE "

Et maintenant ? Au travail...

par ALAIN DE SÉRIGNY

[illegible]



Au Champ de Manœuvre d'Oran, le général de Gaulle s'adresse à la foule

Le général Salan

sous l'autorité directe du général de Gaulle

nommé délégué général du gouvernement et commandant en chef des forces en Algérie

Le grand rôle dévolu désormais aux C. S. P. a été ainsi ***défini*** *: l'" intégration des âmes "*



A Mostaganem, par [illegible], le général de Gaulle s'avance dans la foule



[illegible]